



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

«La tâche des anarchistes est de travailler à renforcer les consciences révolutionnaires des organisés et à rester dans les syndicats, toujours en tant qu'anarchistes.»

Errico Malatesta

N° **1668**  
du 12 au 18 avril 2012

# Les élections sont un mirage Organisons la grève générale



M 02137 - 1668 - F: 2,50 €



# Editorial



Il y a peu, certains des commentateurs patentés s'agitant autour du barnum qu'est l'élection présidentielle, s'étonnaient de ce que l'État n'ait pas, cette fois, organisé de grande campagne médiatique enjoignant le quidam à s'inscrire sur les listes et à se rendre aux urnes. « Quoi? », bramèrent-ils en chœur, on voudrait nous priver de l'hymne à la joie du vote, on n'encenserait pas, cette année, la merveilleuse geste civique qu'est l'élection suprême? D'aucuns y virent le signe d'une crise de foi touchant jusqu'au plus haut sommet de la pyramide républicaine; d'autres, plus prosaïques, la simple volonté de faire quelques économies. La vérité, comme d'habitude, est ailleurs, bien que pas très loin. À quoi servent les élections? Répondre qu'elles ne servent à rien est de l'ordre de la facilité, étant bien entendu qu'elles ont un but, un objectif, tenant tout entier dans le beau mot, ici galvaudé, de « distraction ». Nous distraire c'est, dans ce cas, nous tenir à distance de l'essentiel, des luttes, de la rue, de la révolution, de nos rêves tout autant que des dures réalités. Or pour qui voudrait juger quel degré de « distraction » vise l'élection en cours, il lui suffirait de s'attarder sur le slogan mélenchoniste, « la révolution par les urnes ». La bonne blague! Mais qui fonctionne, et puisque, finalement, le Front de gauche fait correctement le boulot, contient la vague et la dirige vers des urnes plus funéraires que jamais, puisque des foules nombreuses semblent ne plus détecter l'oxymore se dissimulant sous cette formule mêlant révolution et urnes comme on mélangerait le feu et l'eau, pourquoi l'État se fendrait-il d'une campagne en faveur du vote? Avec des bateleurs de foire tel Mélenchon les isolements n'ont pas besoin de promotion, et tant que le peuple continuera de les suivre en aveugles devenus muets du fait de leur avoir confié leurs voix, le capitalisme pourra dormir sans risque de cauchemar, tant veaux d'or et vaches sacrées seront assurément bien gardés.

# Sommaire

## Actualité

- Sarkozy versus syndicats**, par J.-P. Levaray, page 3  
**La marche de l'acier**, par B. Collins, page 4  
**People & Baby: toujours la répression**, par CNT, page 4  
**Météo syndicale**, par T. Impétueux, page 5  
**La Fnac dans la lutte des classes**, par J.-P. Germain, page 5  
**Des colibris qui font le jeu du pouvoir**, par Juanito, page 6  
**Crise de la presse, crise de la liberté**, par R. Pino, page 7  
**Du travailleur indépendant**, par N. Potkine, page 8

## Arguments

- C'est scientifique, le pouvoir est maudit**, par Tristan, page 9  
**De la formation professionnelle**, par H. Lenoir, page 10  
**Foyer, boulot: refuser l'exploitation**, par L. Locke, page 12

## International

- Solidarité avec la lutte « No Tav »**, par No Tav, page 15

## Histoire

- L'étrange secrétaire de Durruti**, par D. Pinos, page 16

## À lire

- Le PS assassiné**, par Paco, page 18  
**Laurent Melon, le retour**, par C. Margat, page 19  
**Rivages fantastiques**, par Villacampa, page 19  
**Tarnac, retour sur une affaire**, par N. Norrito, page 20

## Mouvement

- La FA s'agrandit**, page 21  
**Hugorama**, page 21  
**Radio libertaire**, page 22  
**Agenda**, page 23

## Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup>  25 €

6 mois, 25 n<sup>os</sup>  50 €

1 an, 45 n<sup>os</sup>  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  95 €

Pour les chômeurs, les bénéficiaires du RSA et les étudiants, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Sarkozy **contre** les syndicats

**ÇA Y EST**, le petit se lâche. Voilà que Sarkozy s'attaque aux syndicalistes et aux salariés. Dans sa chasse effrénée aux voix d'extrême droite, Sarkozy déroule son arsenal populiste. Après les étrangers où ceux et celles issus de l'immigration mais nés ici, après les « visiblement musulmans », voilà que le candidat de la droite s'en prend aux syndicats, ces « corps intermédiaires empêchant les réformes » (et quelles réformes !). Il s'agit également de donner au patronat des gages de sa volonté d'affronter les directions syndicales pour continuer de mettre en place une politique de rigueur.

Il s'en est pris dernièrement aux militants, notamment CFDT, d'Arcelor-Mittal, qualifiés de « permanents » qui auraient « trahi la confiance des salariés en faisant de la politique au lieu de défendre l'intérêt des salariés ». Sans doute parce que des conflits sociaux pendant la campagne électorale, ça fait sale dans le paysage.

Les salariés d'Arcelor-Mittal n'ont pas applaudi à l'annonce des 17 millions d'euros débloqués par le gouvernement pour Florange et qui ne constituent qu'un faux investissement que même la direction a relativisé (2 millions étaient déjà prévus et les 15 autres n'ont pas de lien direct avec les hauts fourneaux). Ensuite, lorsque les salariés sont montés à Paris pour le rencontrer dans son QG de campagne, ils se sont fait recevoir par les flics et, dernièrement, comme une riposte, les salariés ont organisé une marche sur Paris qui a été très populaire.

Le candidat UMP s'en est pris également à la CGT, lorsque le Syndicat du livre a bloqué la sortie de *Ouest-France*, en soutien aux salariés de *Paris Normandie* en déconfiture « Honte sur les gens qui se comportent ainsi », a-t-il dit. Il se trouve que ce même jour il y avait une interview de Sarkozy dans *Ouest-France*, c'est ballot.

C'est, comme toute, un discours de droite assez classique, mais lui qui se disait au-delà de ces clivages montre une nouvelle fois son vrai visage. Il ne fait que reprendre les termes de Laurence Parisot. Rien de neuf.

Dans un accès de démagogie, en début de mandat, Sarkozy avait surmonté son dédain et essayé de mettre les gros syndicats dans sa poche, en leur offrant, sur un plateau, un accord sur la représentativité syndicale, sur l'Unedic... On voyait même Sarkozy et Thibault qui semblaient en bons termes. Sarkozy a essayé de gérer les secrétaires syndicaux comme un patron gère ses « collabo-



rateurs » et ses « partenaires sociaux », en leur donnant quelques avantages, quelques privilèges, en les invitant dans ses salons luxueux, en leur faisant croire qu'il était à leur écoute. Les prédécesseurs de Sarkozy avaient joué la carte CFDT, le président a voulu jouer la carte du syndicat le plus représentatif, exactement comme le fait un patron dans sa turne. Question de stratégie.

Évidemment, ça n'a pas duré longtemps, les reculs sociaux en tous genres et surtout le passage en force de la réforme des retraites en 2010, malgré les millions de manifestants dans les rues, ont vite montré que la logique de Sarkozy et sa bande se situait bien contre les salariés et les pauvres. Les syndicats, quant à eux, n'ont pas osé dépasser les appels à des manifestations de protestation pour aller vers la grève, générale, tant qu'à faire.

Depuis, le divorce est plus marqué entre la CGT et le gouvernement et Thibault, voulant donner un « signal fort », a même boycotté la séance de vœux de Sarkozy. (« bouh, j'suis colère »). En cette période électorale, les secrétaires de la CFDT et de la CGT prennent position : un peu, pour Chèreque qui

dénonce « la conception autoritaire de la démocratie de Sarkozy », et plus ouvertement de la part de Thibault qui, lui, appelle « à ce que Sarkozy ne soit pas reconduit ».

Aujourd'hui, Sarkozy ne s'en prend pas aux têtes des syndicats, c'est dans ses réflexes de politicien. Il s'en prend à ceux et celles qui luttent et ce n'est pas la même chose. Il ne supporte pas qu'on ose lui résister. Le pseudo-bienfaiteur de Lejaby sait que le cirque électoral n'empêchera pas longtemps d'aller à l'affrontement.

Pendant ce temps-là, alors que Sarkozy fait son show électoral, des négociations dites « compétitivité-emploi » ont lieu, presque en catimini. Et là le patronat veut la peau du contrat de travail. Ce texte permettrait de baisser les salaires et de faire varier la durée du travail par accord d'entreprise, cela en échange d'un hypothétique engagement à maintenir l'emploi.

Et ça c'est particulièrement grave. Ne nous laissons pas faire.

Jean-Pierre Levaray

# La marche de l'acier

LES SALARIÉS DU SITE ARCELOR-MITTAL de Florange ne lâchent toujours pas l'affaire, et leur détermination est exemplaire. Multipliant les actions coup de poing et originales depuis qu'ils sont en lutte (soit plus de cinq mois), les grévistes ont cette fois-ci décidé d'entamer une longue marche à pied de Florange à Paris. À l'initiative des syndicats CFDT et FO (la CGT n'a étrangement pas voulu prendre part à cette action), la « marche de l'acier » est arrivée à bon port vendredi dernier (le 6 avril). Sur place, le groupe Zebda et notre camarade Bernard Lavilliers ont donné un concert gratuit en plein air pour témoigner leur soutien à la lutte téméraire et courageuse de ces travailleurs prêts à aller jusqu'au bout du bout de leur combat. La dernière fois qu'ils étaient allés à la capitale, les grévistes avaient essuyé



le mépris et les gaz lacrymogènes de celui qui ose encore se présenter comme le représentant « du peuple, pour le peuple, par le peuple ». Le nain excité a d'ailleurs récemment tiré une nouvelle salve contre ces salariés en lutte, en présentant leurs organisations syndicales comme les principales fautives de la situation actuelle. Mais bien loin de trahir qui que ce soit, les syndicats de Florange réussissent à maintenir, depuis bientôt six mois, une mobilisation importante et vivante, ponctuée d'initiatives ambitieuses et originales. Et c'est ça qui, en réalité, emmerde l'hystérique de l'Elysée qui, depuis le début, marche servilement pour le patronat de la sidérurgie.

Barnabas Collins

## People and Baby

### La répression antisyndicale continue...



LE 2 MARS 2010, suite à une journée de grève des salariés de la halte-garderie Giono (XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris), à l'appel de la section syndicale CNT, la direction de l'entreprise privée gestionnaire de ce marché public, People and Baby, décidait de mettre à pied l'ensemble des grévistes, puis de licencier cinq d'entre elles.

Par la suite, le PDG de la société People and Baby, Christophe Durieux, a subi un premier échec : le refus par le ministère du Travail de donner l'autorisation de licenciement de la déléguée syndicale CNT dans l'entreprise. En effet, alors que l'inspection du travail avait déjà refusé ce licenciement, la direction de People and Baby avait fait un recours contre cette décision !

Malgré cette victoire, la lutte continue : si la déléguée syndicale CNT est aujourd'hui confirmée dans son action et sa légitimité, les quatre autres adhérentes de la CNT, qui ne sont pas elles des salariées protégées, restent licenciées pour leur activité syndicale. Plusieurs procédures prud'homales ont été engagées depuis deux ans pour faire prononcer la nullité de ces licenciements et obtenir la réintégration de ces salariées. L'enjeu de cette lutte est fort, car il s'agit d'obliger une

direction à respecter le droit syndical, de mettre fin à l'impunité patronale au sein de People and Baby et de permettre aux salariées de cette entreprise de ne pas se faire licencier pour oser réclamer des droits.

Cette lutte a donné lieu de nombreuses manifestations et rassemblements (Mairie du 13<sup>e</sup>, Hôtel de Ville de Paris, siège social de l'entreprise, etc.) et a obtenu le soutien de nombreuses structures syndicales dont la CGT, Solidaires et les « Conti en lutte », pour n'en citer que quelques-unes.

Deux ans après, la répression antisyndicale de la société People and Baby continue... Le 10 avril prochain, cinq membres du secrétariat (à l'époque de la lutte) de la Fédération Santé Social de la Confédération Nationale du Travail (CNT), dont dépend la section syndicale People and Baby, passeront devant le Tribunal correctionnel de Paris. Ce procès fait suite à une assignation par Christophe Durieux, PDG de People and Baby pour injure publique. Ce dernier se sentant personnellement visé par un autocollant non signé, où l'on peut lire : « Patron voyou, on te retrouvera partout ! »

CNT Santé-social

## Brèves de combat

### Le capitalisme nous gonfle !

Samedi 31 mars, dans le cadre de la Journée européenne d'action contre le capitalisme, la Fédération anarchiste a mené une action symbolique auprès de l'Autorité des marchés financiers, place de la Bourse à Paris 2<sup>e</sup>. Alors que les agences de notation rythment la marche du capitalisme, alors que la loi du marché profite à une minorité de nantis, alors qu'une « crise » opportune justifie les politiques d'austérité qui arrachent aux peuples le peu gagné par la lutte, la Fédération anarchiste leur oppose le seul triple A qui signera l'émancipation de l'humanité tout entière: Anarchie, Amour, Autogestion !

### France Télécom, vendu !

Il a soufflé comme un vent de panique chez France Télécom. En cause, les « bretelles » d'écoutes posées le 25 mars sur la ligne de l'épicerie de Tarnac (Corrèze) et découvertes par un technicien dans le central téléphonique du village. Selon les informations du *Monde*, l'enquête menée par la police judiciaire de Limoges a permis d'établir que l'ordre de placer l'épicerie sur écoutes est venu directement d'un service de la direction générale du groupe France Télécom.

### Attaque de Sarkozy contre les syndicats

Sarkozy s'en est pris une fois encore aux syndicats et dénonce cette fois l'attitude de la CFDT d'Arcelor-Mittal à Florange (Moselle) qui, selon lui, « fait de la politique », au lieu de défendre les intérêts des salariés. C'est vrai qu'on s'était habitués à ce que les syndicats ne fassent plus de politique !

### Expulsion d'un lycéen de 19 ans

Deux jeunes ont été arbitrairement arrêtés par la police les accusant fallacieusement de « dégradations », tandis qu'ils manifestaient contre l'expulsion de Kevin, un lycéen en terminale au lycée professionnel Kyoto de Poitiers. Aux dernières nouvelles, la rétention administrative de Kevin a été prolongée de quinze jours par le juge des libertés et détentions. Pour mémoire, Kevin a été arrêté un dimanche sur un terrain de foot, et placé en centre de rétention. Il vit en France depuis six ans, avec ses frères et sœurs et sa mère, et doit passer son baccalauréat dans deux mois. C'est un lycéen très consciencieux, motivé, apprécié tant par ses camarades, ses enseignants et l'équipe administrative du lycée que par les employeurs qu'il a eu d'ores et déjà l'occasion de côtoyer lors de son stage en entreprise dans lequel il s'est distingué par son sérieux. La mobilisation continue !

# Météo syndicale

**ÇA SOUQUE DUR** dans les ralliements syndicaux à la conquête de l'appareil d'État ! Certes le locataire de l'Élysée en fait des tonnes mais de l'autre... Ainsi, dans le quotidien sans faucille ni marteau, est paru dernièrement un appel de syndicalistes pour le Front de gauche. Avec une liste de « revendications raisonnables » ; autre chose à remarquer ; il y a des noms, des industries, mais pas de sigles syndicaux. Faut-il en déduire qu'il y a des camarades qui ne sont pas de la CGT ou qu'il est évident qu'ils y sont tous ?

Diable, que les chemins de la politique sont tortueux ! Bon, outre qu'il n'y a pas de « grands noms » (on n'ose pas dire de grands électeurs !) ce n'est pas le raz de marée espéré. Que faut-il en déduire ? qu'il existe des divergences internes, que certaines et certains préfèrent se replier sur l'action syndicale ? C'est une bonne démarche mais déclarer que le syndicalisme ne doit pas servir de marchepied à des ambitions politiques serait mieux.

D'aucuns regretteraient peut-être le temps des années soixante-dix où le programme commun de la gauche était quasiment inscrit dans les principes confédéraux ? Les mêmes regretteraient donc une baisse de l'esprit léniniste dans la « gestion » du syndicalisme !

Bon, il n'y a pas que du sombre dans le monde social. À l'heure où ces lignes sont écrites, les sidérurgistes lorrains de Florange sont accueillis à Paname dans les jardins du Trocadéro pour un concert de soutien. Rien n'est trop beau pour la classe ouvrière !

**Torrent Impétueux**

1. En 1929 à un congrès de la CGTU : « Le congrès précise, enfin, sa détermination de travailler sur tous les terrains en accord étroit avec le PC, seul parti du prolétariat et de lutte des classes révolutionnaire qui, au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier... » Faut-il un dessin ?

## Clic-clac à la Fnac

**SÉQUESTRATION D'UN DIRECTEUR** de la Fnac par des salariés « exaspérés » ! La nouvelle faisait la une des médias il y a quinze jours. Quand on pense à la « chaîne de grands magasins » Fnac, ce qui vient à l'esprit dépend de notre âge ! Les plus jeunes penseront musique sous tous supports, et les plus anciens auront de lointains souvenirs vaguement soixante-huitards.

Et pourtant, c'est bien avant la fin des années soixante que tout a commencé. En octobre 1954 a été créée la Fnac (Fédération nationale d'achats des cadres). La légende veut que les initiateurs cherchaient un nom « qui claque comme Kodak ». Un regroupement d'achats pour consommateurs avertis ? Un peu plus que ça. Installée dans une boutique boulevard de Sébastopol, à Paris, la Fnac a, au début, excellé dans le matériel photographique puis dans toute la sphère électronique. Question disques (tous azimuts), ils étaient une référence...

Bon, tout ça c'est du passé, en 1979, ils « investissent » à Paris le Forum des Halles. Premiers conflits sociaux et abandon progressif de ce qui faisait l'originalité de la Fnac. Le magasin s'étend dans toute la France et devient comme les autres marchands !

Pour en arriver à ce jeudi 29 mars où, à l'issue d'une négociation salariale ardue, le climat a dérapé, selon le jargon journalistique. Augmentation générale et revalorisation du



salaires d'embauche étaient à l'ordre du jour. La direction opterait plutôt pour la « modération salariale » !

Jeudi dernier, à l'appel de l'intersyndicale (CGT, Sud, CNT, CFDT, FO, CFTC et Unsa), le magasin Saint-Lazare à Paris a été bloqué plusieurs heures. La mobilisation continue, affaire à suivre !

**Jean-Pierre Germain**

## Brèves de combat

### Libérez nos camarades

Sept camarades sans papiers lillois ont été embarqués par les forces de police, et un camarade sans papiers a été hospitalisé aux urgences de l'hôpital Salengro, au CHR de Lille. Ils ont été arrêtés tandis qu'une soixantaine de sans papiers du CSP59 occupaient le siège de campagne de l'UMP, rue Solférino à Lille, pour demander au préfet de recevoir une délégation afin de dénoncer la coquille vide de la Codresse et d'exiger le droit à la défense argumentée des dossiers des sans papiers.

### Arno Klarsfeld ou la bêtise au grand jour

Ce dont rêve Klarsfeld pour régler le problème chypriote, c'est la construction d'un mur de 130 kilomètres entre la Grèce et la Turquie, un mur, comme «entre les États-Unis et le Mexique, une grande barrière, avec des patrouilles qui patrouillent sans cesse.» Mais le sarkozyste de salon ne s'est pas arrêté là et a ajouté : «Il faut que les gens ne puissent pas passer. S'il y a une porte entrebâillée, il faut qu'elle soit refermée.» Comme le note notre Autruche préférée sur son blog : «Pour Klarsfeld, l'Europe c'est un peu comme son jardin, avec piscine et pergola. Il convient qu'alentour la muraille soit solide, il faut que ça "patrouille", afin d'éviter que moins-que-rien, souillons et traîne-savates ne finissent par gâter l'apéro-brunch, n'est-ce pas Carla?»

### 11 millions de pauvres en France

Le nombre de pauvres et de précaires ne cesse d'augmenter depuis une dizaine d'années. Tel est l'inquiétant constat que dresse le rapport 2011-2012 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES).

### S'ils n'aiment pas le pain, qu'ils mangent de la brioche !

Il s'agit d'une petite révolution pour le quotidien des 66 445 détenus des prisons françaises : l'administration pénitentiaire a figé depuis dimanche le tarif de 200 produits d'usage fréquent vendus dans les cantines. Les prisons de Rhône-Alpes sont les premières à appliquer la mesure. Cette amélioration pour les détenus, réclamée par les associations et évoquée dans des rapports publics, est vivement critiquée par des syndicats de surveillants, pour qui les prisons deviendraient des «Fouquet's». C'est Sarkozy qui devrait être content !

# Sur le mouvement des Colibris

**ON A PU VOIR** s'afficher à Poitiers, sur la façade du Printemps, une soixantaine de portraits géants hissés et accrochés par une grue mobile, suscitant l'interrogation des passants. On aurait pu penser qu'il s'agissait d'un hommage aux personnes ayant bossé au Printemps, virées comme des mal-propres il y a peu de temps.

Raté, il s'agit des «candidats» du mouvement des colibris. Le site de ce mouvement propose d'être «candidats à l'action» et d'agir localement à travers des alternatives concrètes : «Cantines bio, écolieux, création de ceintures maraîchères, amap, monnaie locale, plans de descente énergétique, etc.» Voilà qui a de quoi piquer la curiosité, notamment des anarchistes qui s'intéressent, depuis longtemps, à l'action directe, y compris à travers des alternatives autogérées en actes (potagers, squats, amap, scop, collectifs artistiques, etc.).

À côté de cette perspective locale, et à plus large échelle, le mouvement donne pourtant une perspective du politique nettement moins libertaire. Si des «actions locales», «impulsées par le bas» et «citoyennes» (mot fourre-tout pour le moins ambigu, gommant l'inégalité structurelle de la société capitaliste et étatique) sont recommandées, il s'agit aussi de «peser sur les grandes tendances économiques et politiques» en se réunissant pour élaborer un «programme» qui retienne les «propositions les plus abouties» (hum, qui les sélectionnera et sur quels critères?) et «en France et en Europe, en proposant des recommandations aux élus, qu'ils soient locaux, nationaux ou européens». Un «grand sondage» est prévu en collaboration avec... l'Ifop!

Bref, il ne s'agit en réalité pas d'être «tous candidats», mais de réunir des propositions à soumettre aux élus qui nous gouvernent sans aucune légitimité, en décidant de tout à notre place, jouant du cirque électoral et du spectacle qui va avec (dont les Colibris semblent d'ailleurs adopter tous les travers, avec leurs affiches géantes et leur recours à l'Ifop...).

Dans le système actuel de la démocratie dite «représentative», les personnes élues font ce qu'elles veulent. Quand bien même elles diraient «chouette, vos propositions sont super, je les fais miennes», elles ne sont pas tenues de tenir leurs promesses.

Ce serait pourtant le cas dans le cadre d'un mandat impératif (l'article XXVII de la Constitution est très clair à ce sujet) et révoquant, se limitant à appliquer techniquement les décisions des assemblées, vision politique quant à elle portée par le mouvement liber-



taire, qui porte par ailleurs l'idée du fédéralisme, c'est-à-dire l'autonomie des assemblées, leur association libre et le principe que rien ne peut être imposé d'en haut aux assemblées refusant de s'inscrire dans un projet spécifique.

Non seulement les Colibris soutiennent le système «représentatif» étatique, et donc autoritaire, aux antipodes d'une véritable démocratie directe; mais de plus, et ça va avec, pas une seule fois leur site n'évoque le capitalisme, consistant lui aussi en une dépossession généralisée quant aux décisions économiques. Comme dans tous les discours de la gauche, il ne s'agit que d'aménager le système, les Colibris ayant pour spécificité de voguer sur le thème de la décroissance et de l'autonomie, sans tirer de ces concepts les conclusions politiques libertaires qu'ils induisent à plus large échelle.

Si l'on ajoute à cela que les Colibris sont soutenus par Ecover, Weleda, la Fondation Nicolas-Hulot et autres nombreuses entreprises et associations faisant l'apologie du «développement durable» (d'où les moyens conséquents dont ils semblent disposer pour pouvoir afficher des portraits géants sur la façade du Printemps), on comprendra mieux comment ce mouvement, rassemblant sans doute à sa base de nombreuses personnes sincères, n'est, à l'échelle politique, qu'un dispositif de plus pour canaliser les volontés de changement, pour les remettre dans l'ornière d'un système global de dépossession des décisions réelles.

Juanito

Groupe Pavillon noir  
de la Fédération anarchiste

# Presse : crise de la liberté

**IL Y A ENVIRON UN MOIS<sup>1</sup>** *Le Monde* (pas libertaire, mais à qui il arrive de dire des choses intéressantes) publiait un article inédit d'Albert Camus qui aurait dû paraître dans *Le Soir républicain* le 25 novembre 1939, soit trois mois après l'entrée en guerre de la France. Article qui était en fait un manifeste pour une presse libre et qui fut censuré. Ce texte reste d'une actualité brûlante, aujourd'hui où la censure n'ose plus dire son nom et prends des chemins détournés pour étouffer la presse révolutionnaire et permettre d'exister à celle qui ne dérange pas, voire submerge le lectorat en le noyant sous les inepties et les pseudo-informations, accomplissant ainsi son travail d'abrutissement des masses et de maintien d'un système capitaliste jamais rassasié. Les moyens de contrôler la presse ont beaucoup évolué depuis 1939. On ne censure pas, on nous inonde d'informations de toutes parts, laissant peu de place pour de véritables analyses. Noam Chomski a très bien décrit ces procédés de la classe dominante et des médias à ses ordres ; je vous renvoie donc à ses nombreux écrits que vous pourrez vous procurer dans notre librairie<sup>2</sup>. Le seul aspect que je veux évoquer ici est celui du nerf de la guerre dans la presse écrite.

La crise de la presse écrite qui existe depuis déjà plusieurs décennies a été accentuée par la crise financière actuelle<sup>3</sup>. En effet, la principale source de financement de cette presse écrite étant la publicité, on comprend aisément que dans le contexte présent, les annonceurs placent leurs billes ailleurs. À l'origine, c'est la presse quotidienne nationale (PQN) qui a été touchée. L'information générale payante s'est vue concurrencée par l'information générale gratuite (20 minutes, Métro). Mais désormais le mal s'est généralisé ; la presse quotidienne régionale (PQR) elle aussi est atteinte<sup>4</sup>, de même que les publications (magazines) spécialisées.

Des titres historiques comme *Combat*, *Le Quotidien de Paris*, *Le Matin de Paris* sont morts dans les années quatre-vingt. Plus près de nous, d'autres comme *France-Soir* n'ont pu enrayer leur chute inéluctable et sont passés à la trappe (dans leur version papier). Partout l'heure est aux restrictions budgétaires et aux plans de sauvetage : *Le Parisien*, *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*. Le phénomène n'est pas seulement national : les titres en Grande-Bretagne, Italie, Espagne où le prix de vente est plus bas qu'en France ne résistent pas mieux. Quant aux États-Unis, rien qu'un chiffre édifiant : 13 000 suppressions de postes de journalistes en 2008. Comme l'indique SIA Conseil<sup>5</sup> : « Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la refondation de la presse dans les pays occidentaux, la presse d'information est conçue comme ayant une fonction d'intérêt public difficile-



ment compatible avec le capitalisme de marché. » Il est de bon ton de dire qu'une des raisons du faible taux de rentabilité de la presse soit à rechercher d'une part côté rédactionnel avec les clauses de conscience garantissant l'indépendance des journalistes, d'autre part côté fabrication et impression avec les coûts résultant des conditions salariales obtenues depuis 1947 par le Syndicat du Livre (CGT), et côté distribution enfin où le Syndicat a également obtenu des avantages sociaux grâce à un pouvoir de négociation et de revendication beaucoup plus élevé que dans la plupart des autres secteurs (comme quoi, une organisation de classe peut tenir la dragée haute au patronat).

La recherche du moindre coût au niveau rédactionnel, alliée aux nouvelles technologies, a conduit les patrons de presse à réduire d'abord la masse salariale des journalistes ; moins d'envoyés spéciaux, moins d'investigations sur le terrain, suppression du personnel de secrétariat : le journaliste fait tout lui-même, en saisissant à l'ordinateur ses textes qui ne sont que des reprises de l'AFP (ou d'une agence de presse similaire). D'où une baisse de qualité du titre provoquant une perte de lecteurs qui entraîne une baisse des ventes. Cette perte, qui est également accentuée par la TV, la radio, et plus récemment les « gratuits » et internet. Le résultat visible par tout diffuseur de presse (en kiosque ou librairie), c'est un vieillissement du lectorat. Le jeune lectorat potentiel se dirige, lui, vers les gratuits et surtout internet. Il ne fait pas la démarche d'aller vers l'information, c'est l'information (ou pseudo-information) qui vient vers lui : on lui colle un gratuit dans les mains aux entrées-sorties du métro, ou bien on truffe son écran

d'ordinateur de résumés d'infos, qu'il voit quand il veut consulter ses mails.

À une époque où la fameuse « crise » affecte le pouvoir d'achat de chacun, la tendance va s'accroître : on essaiera de se procurer l'information gratuitement : sur ordinateur ou portable pour ceux qui en possèdent, alors que les moins fortunés auront droit, eux, aux gratuits (papier). Inutile de préciser que d'information ils n'en auront qu'un ersatz : plus une seule analyse, que du brut asséné comme vérité certifiée (par qui ?). Comble de cynisme, certains n'hésitent pas à présenter l'ascension des écrans et la baisse du papier comme un avantage si l'on considère l'aspect écologique : 40 % d'inventus dans la presse papier à économiser, voire à supprimer, en oubliant de nous dire que 1) une grande partie de ce papier est recyclée et 2) que les composants des écrans d'ordinateur ou tablettes numériques ne veulent pas que du bien à la planète.

Le débat est biaisé, nous le savons bien au *Monde libertaire*, nous qui subissons de plein fouet depuis 2010 la « réforme » de Presstalis (ex-NMPP) qui nous ampute de nos recettes de vente sur son réseau (kiosques et maisons de la presse). Nous ne sommes évidemment pas les seuls : certaines publications ont déjà disparu des points de vente, *Alternative libertaire* n'est distribué qu'un mois sur deux, et nous-mêmes n'allons pas très bien, n'étant maintenus à flot que grâce à nos abonnements (nombreux mais encore insuffisants) et aux souscriptions alimentées par vos dons. Comme disait Albert Camus pour conclure son article interdit : « Former ces cœurs et ces esprits, les réveiller plutôt, c'est la tâche à la fois modeste et ambitieuse qui revient à l'homme indépendant. Il faut s'y tenir sans voir plus avant. L'histoire tiendra ou ne tiendra pas compte de ces efforts. Mais ils auront été faits. »

Le combat est loin d'être fini et se poursuit donc pour la survie d'une presse libre. Pour sa part, *Le Monde libertaire* entend prendre toute sa place dans ce combat.

**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

1. *Le Monde* du samedi 17 mars 2012.
2. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75 011 Paris.
3. *Le Monde libertaire* n° 1650 (« Presse, de mal en pis »).
4. *Le Monde libertaire* n° 1663 (« Presse normande en danger »).
5. Telecom et Media de SIA Conseil (cabinet de conseil en management).

# Le travailleur indépendant, c'est l'avenir...

ON LE LIT DANS LES JOURNAUX, on se dit que ça n'arrive qu'aux autres. Puis ça vous arrive à vous. La sous-traitance.

Non, il ne s'agit ni du Sida ni d'un entraînement au sadomasochisme (section masochistes) dans un commissariat. Non. La sous-traitance est une ruse du patronat, que décrit G. Filoche dans *Carnets d'un inspecteur de travail* (Ramsay). Prenons mon exemple. Je suis guide pour les touristes, «vacataire»; mes six dizaines d'employeurs m'engagent avec des CDD très courts, une demi-journée, deux jours, cinq jours. Je reçois une fiche de paie et je jouis des protections dues aux salariés. Enfin, le peu qu'il en reste.

Ces employeurs exigent désormais que je leur présente une facture avec numéro de Siret : en d'autres termes, que les guides se transforment en entrepreneurs, ou fondent des associations-écrans qui facturent l'employeur et octroient une fiche de paie au guide. Du point de vue de l'employeur, le salarié n'a plus de protection puisqu'il devient un fournisseur qu'on peut utiliser (employer) ou ne plus utiliser (licencier). Et, gros bénéfice financier, la taxe professionnelle est calculée sur la masse salariale : moins on a de salariés, moins on paye de taxes.

Du point de vue du salarié, on perd toute protection. Plainte de privilégié petit-bourgeois ? Lisez la suite : Filoche décrit la sous-traitance dans le bâtiment. Les gros –

Bouygues, Spie-Batignolles – forcent leurs sous-ordres à créer des entreprises bidon, qui ne survivent qu'avec les commandes de leur ex-employeur, Bouygues ou Spie-Batignolles. Mais le «patron» de 300 ouvriers retourne vite la manœuvre contre ses propres employés, qu'il contraint à créer leurs propres entreprises, offrant de leur prêter de l'argent pour l'achat du matériel et son comptable pour tenir leur comptabilité. «C'est ça ou je fais faillite et alors tu te retrouves sans travail», dit-il à chacun. Filoche décrit le cas réel d'un chantier remporté par un gros, pour 110 000 FF. Sous-traité à une bidon pour 80 000 (30 000 FF de profit. Seul coût : un peu de comptabilité et le temps du commercial). La bidon sous-traite à une bidon une bidon minuscule, un «patron» et son fils, pour 30 000 FF. La bidon minuscule est prévenue la veille, pour le lendemain !

Il faut deux personnes pour exécuter les travaux, le patron n'est pas libre, alors on recrute en vitesse Mohammed. Du point de vue légal, Mohammed est «en période d'essai». Ben voyons, à 60 ans. Toujours est-il que le fiston et Mohammed arrivent sur le chantier.

«Les travaux doivent durer une "petite journée". Il est déjà neuf heures. En montant, vite, l'échafaudage, personne n'a le temps de s'assurer de la résistance des murs sur lesquels il devra prendre appui. Personne ne s'interroge sur le croquis de l'entreprise G... où les triangulations sont montées à l'envers et vont tirer l'ensemble vers le bas.

Personne ne s'inquiète de ce qu'il n'y a qu'un seul point d'ancrage, les murs en plâtre ne peuvent qu'exploser sous la pression. Tout concourt inexorablement à la catastrophe. L'échafaudage s'écroule. Bilan : deux morts : Mohammed, non déclaré, tué sur le coup, et le fils du petit artisan au bord de la faillite. Trois orphelins.»

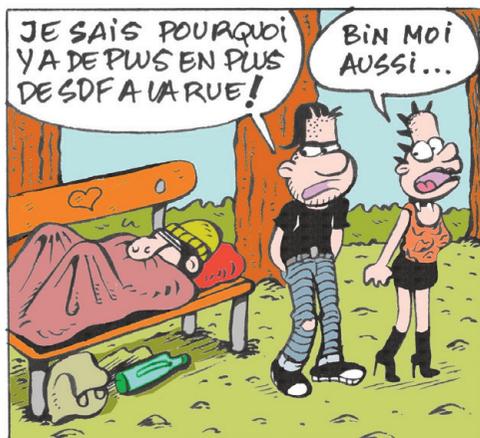
En pareil cas, fréquent (250 ouvriers du bâtiment meurent sur le champ du profit par an, sur les 750 accidents de travail mortels par an en France), le gros, preneur du premier marché, affirme que ce n'est pas de sa faute, que le marché passé avec bidon n° 1 comportait l'exigence du respect des règles de l'art. Bidon n° 1 agit de même avec bidon minuscule. «Il faudrait que la notion de coresponsabilité, qui existe en droit dans ces cas-là, soit remplacée par une responsabilité automatique et complète des donneurs d'ordres. Quand des marchés sont passés à des sous-traitants, c'est au donneur d'ordres de s'assurer de ce qui se passe sous ses ordres, y compris les conditions d'hygiène et de sécurité, les déclarations préalables à l'embauche. C'est trop facile de prendre un marché, d'encaisser une grosse marge et de refiler le respect de la sécurité et des droits sociaux à celui qui n'a pas d'autre choix que de vendre à bas prix.»

Ce sont les patrons qui ont le plus pris au sérieux le slogan «l'imagination au pouvoir».

**Nestor Potkine**

*qui tente de se rappeler une jolie phrase sur les tripes des prêtres et des patrons, et ce qu'on peut pendre avec...*

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Le pouvoir est maudit



CETTE CÉLÈBRE PHRASE DE LOUISE MICHEL vient de réapparaître sous une forme inattendue, mais qui va on ne peut mieux aux anarchistes : celle de la raison et de la science.

De récentes analyses venant de l'université de Columbia démontrent que les situations de pouvoir modifient les équilibres chimiques dans le cerveau. Ces analyses consistaient à observer des échantillons de personnes occupant des niveaux de pouvoir variés dans des organisations, des entreprises, et ils ont découvert qu'au fur et à mesure que l'on gravit des échelons de pouvoir, on voit une zone du cerveau de plus en plus active – cette zone s'appelle le striatum et elle est remplie de dopamine. Cette zone est très primitive et ferait partie du «circuit de récompense», qui incite l'individu à maximiser ses chances de survie en situations hostiles ou en société, ainsi que ses chances de procréer. Cela va se traduire par la recherche de la meilleure nourriture et des conditions de vie matérielles les plus favorables, et chez l'être humain de rentrées d'argent et des partenaires sexuels les plus nombreux possible.

Le pouvoir va donc augmenter ce processus et pousser l'individu à en abuser. Ce dernier aspect vient d'être confirmé par une étude venant des Pays-Bas, réalisée sur 1 561 personnes, où il a été découvert que plus une personne faisait partie d'un échelon élevé

dans une entreprise, plus elle avait de partenaires sexuels.

Il faut également savoir que ce système cérébral fait partie d'un système dit «de renforcement» qui, une fois enclenché, va demander à l'être toujours plus. C'est l'assise des drogues et le siège des addictions.

Résultat : plus on a de pouvoir, plus on en veut.

Voilà une belle phrase qui donne de l'eau à notre moulin !

D'autres études démontrent les processus qui ont lieu dans les situations de pouvoir ; autolégitimation, surestimation de soi et gonflement surdimensionné de l'ego menant entre autres à rejeter la faute sur l'entourage en cas d'échec dans une situation.

Ces analyses mettent en avant ce que nous essayons de prouver depuis très longtemps ; le pouvoir (même sous ses apparences les plus anodines) dépasse les capacités raisonnables de l'être humain.

Cela pose également la question de la morale et de l'éthique (ce que l'on s'autorise à faire ou à ne pas faire, à accepter ou à refuser et pourquoi), de la fragilité des individus à donner le pouvoir ou à y obéir (expériences de Milgram).

Tout cela demande encore réflexion, analyse et débat, car si dans nos sociétés industrialisées le pouvoir a pris des formes extrêmement aberrantes, certaines sociétés

dites «primitives» fonctionnaient avec une chefferie relativement différente, où le «chef» existait grâce à ses capacités et la reconnaissance unanime de la tribu, et il n'était pas pour autant autorisé à dicter sa loi proprement dite, c'était une question de moralité. Dans notre cas, la remise en question du pouvoir est unanime et nous ne pouvons qu'aller vers la diffusion de cette réflexion et de ces analyses. Les outils libertaires sont plus que jamais d'actualité : démocratie directe, mandat impératif, rotation des tâches, etc.

Et je rajouterais la modification de nos habitudes culturelles judéo-chrétiennes mettant en avant l'existence du «sauveur», et ceci par le développement de l'individu plein et entier, conscient et réfléchi, dans le cadre d'une éducation perpétuelle. Et tout ça, c'est sans compter tout ce qui reste à inventer et à découvrir !

**Tristan**

*Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste*

Références : Sébastien Bohler, neurobiologiste. Voir «Le pouvoir corrompt-il?» et «L'addiction au pouvoir» sur Arte.tv.

# Les 40 ans de la loi de 1971



Rochers à l'Estaque de Pierre Auguste Renoir

### Hugues Lenoir

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

En 2011, on a «cérémonisé», avec quelques tambours et trompettes, entre professionnels et syndicalistes, le vote de la loi de 1971 sur la formation professionnelle. Tous ou presque étaient satisfaits des évolutions paritaires des textes réglant la formation des salariés dans les entreprises du secteur privé. Et pourtant, après quarante ans, de nombreux reculs sociaux peuvent être constatés.

Contrairement à beaucoup d'autres, je considère qu'il y a un «regrets» et non un progrès – pour reprendre un terme d'Élisée Reclus –, c'est-à-dire un recul en matière d'éducation permanente, d'où une lecture en creux des évolutions de la formation durant ces dernières quarante années. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il conviendrait, à mon sens, de réenchanter l'éducation permanente et populaire, voire même de se la réapproprier.

#### Petite chronologie d'une défaite annoncée

Pour reprendre le titre d'un article du *Monde* d'il y a quelques années, on a assisté, petit à petit, à la deuxième mort de Condorcet. Et le syndicaliste de la gestion sociale a sans doute une responsabilité dans cet état de fait. En 1959, la loi dite «Debré» sur la promotion sociale s'inscrivait dans la lignée du Conseil national de la résistance (CNR) et s'inspirait des valeurs du catholicisme social, en d'autres termes de l'association capital-travail. Elle visait à servir les impératifs économiques de la reconstruction et, surtout, à satisfaire

les besoins en main-d'œuvre qualifiée tout en tentant d'affaiblir la lutte des classes dans le cadre des toutes relatives «Trente Glorieuses». Ce fut, il faut en convenir, une vraie réussite qui permit de mettre en route l'ascenseur social, de constituer la fameuse classe moyenne du compromis fordiste et d'œuvrer à la pacification du climat social (à l'époque très tendu). Aujourd'hui, cet ascenseur est en panne, voire est programmé à la descente, mais c'est une autre histoire.

En 1968, suite aux événements bien connus, fut dressé le Constat de Grenelle qui initia la négociation sur la formation professionnelle continue. Ce qui aboutit à un accord interprofessionnel (Ani) en 1970 et au vote de la loi de 1971 qui prit la suite des lois de janvier 1966 et décembre 1968 qui la préfiguraient. Lois antérieures qui tendent à minimiser d'ailleurs le mythe de Mai 68 sur l'origine de la formation continue professionnelle. Cette loi de 1971, dite «Delors», est le résultat d'un compromis, d'un rapport de force. L'éducation permanente y est considérée à la fois comme productrice d'une main-d'œuvre plus qualifiée – ce qui satisfait le CNPF (Medef aujourd'hui) – et productrice d'émancipation – ce qui satisfait les syndicalistes de tradition anarcho-syndicaliste ou réformiste. Il est décidé que 0,8 % de la masse salariale brute sera consacré au financement de la formation, 2 % prévus pour 1976. Nous en sommes loin (1,6 %). Cette loi fut néanmoins une réelle avancée sociale : il était devenu possible de se former

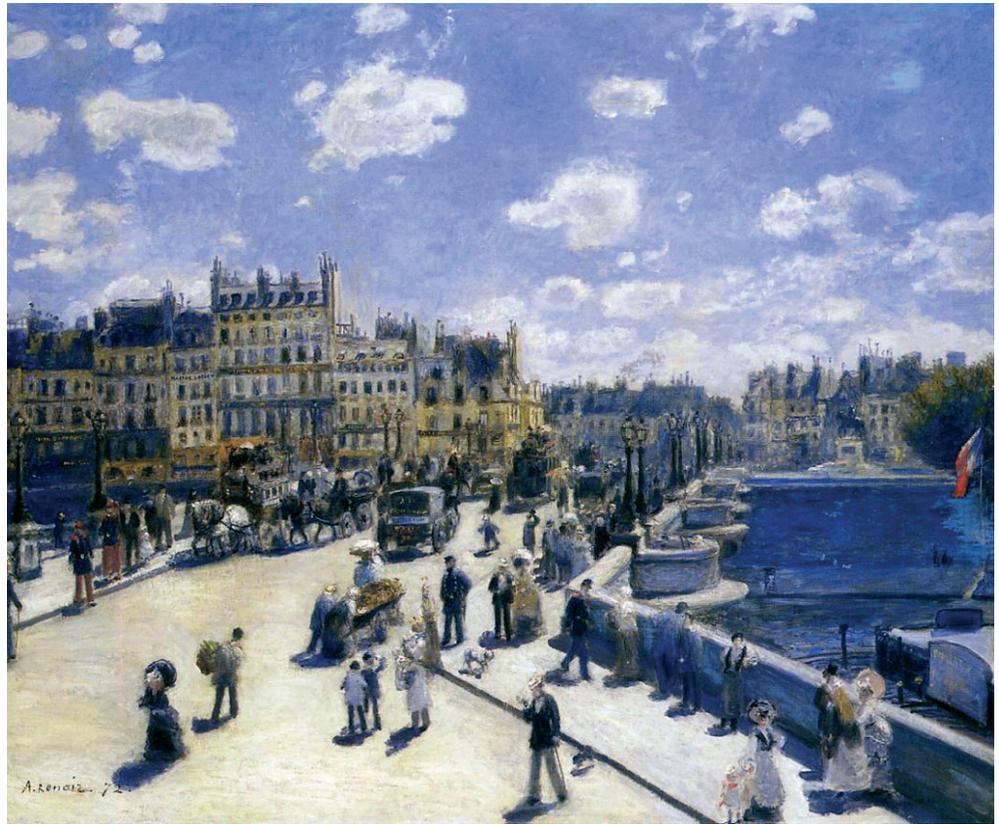
sur le temps de travail avec le maintien de la rémunération, même si elle entraîna une réduction des initiatives en termes d'éducation populaire et de cours du soir. Loi généreuse dite de «la deuxième chance» qui, de facto, sera davantage saisie par ceux et celles qui avaient déjà bénéficié de la première. La «crise» économique des années soixante-dix brisera ce lien affirmé, au moins symboliquement, entre formation continue et promotion des individus. Dès lors, la formation continue fut instrumentalisée : lutte contre le chômage des jeunes et des «adultes», modernisation de l'appareil de production, adaptation aux nouvelles technologies, management, etc. La formation devint synonyme de maintien dans l'emploi dans le meilleur des cas, tendance encore renforcée à ce jour, et non plus gage de promotion ou d'émancipation.

En 1984 fut votée une nouvelle loi. Malgré un ministre de la Formation professionnelle issu du Parti communiste, Rigout, les comités d'entreprises (CE) n'obtinrent pas le droit de veto sur le plan de la formation, mais quelques-unes de leurs prérogatives furent, malgré tout, étendues et le congé individuel de formation (Cif) se vit doter de modalités de financement, devenant ainsi une réalité tangible et utilisable par les salariés. Mais ce Cif connut très vite une dérive. Il fut de moins en moins libre d'usage car préempté et passé sous un contrôle paritaire qui orienta et limita les choix de formation des individus vers l'emploi, vers la

qualification, vers la certification, etc., considérant probablement les individus incapables de gérer eux-mêmes ce droit au congé.

L'année 1991 fut une année fatale, la suite du régrès avec l'invention du capital temps formation (disparu en 2004) qui ouvrait, en contrepartie, la possibilité, sous conditions, de la formation hors temps de travail. Le ver est dans le fruit et la CFDT n'y fut pas pour rien. Il se développa alors le «concept» de co-investissement dont le retour est supposé équilibré, le début d'un mythe toujours inabouti du gagnant-gagnant. Malgré la belle loi «promotionnelle» de 2002 sur la validation des acquis de l'expérience (VAE) qui conduit à la reconnaissance de savoirs acquis et produits par l'expérience de chacun en dehors de tout dispositif académique et formel, le régrès allait se poursuivre avec l'accord de toutes les organisations syndicales «représentatives» de salariés qui signèrent un nouvel Ani avec le patronat. En 2004, ce fut l'année terrible (V. Hugo), avec la disparition de la notion d'éducation permanente (l'article 1 de la loi de 1971 disparaît). La formation est recentrée exclusivement sur l'emploi et l'entreprise : le droit à la formation devient un droit à la professionnalisation où chacun est supposé participer à la gestion et au maintien de sa compétence. L'intitulé de la loi est en ce sens limpide : formation professionnelle tout au long de la vie, hors de cela point de salut. Contrairement à 1959 et à 1968 : tout pour le capital, rien pour le travail. Les organisations syndicales sauvent le Cif mais capitulent et, dans certaines conditions, la formation pourra se faire hors temps de travail (Dif). Le Dif est un pseudo-droit individuel sous tutelle de l'employeur et bâti sur la convergence d'intérêts supposés entre le travail et le capital. «Droit» fondé sur le mythe de la coproduction et de la coresponsabilité des parcours professionnels et des compétences et/ou des qualifications, négocié entre patrons et salariés. Dif souvent détourné, depuis, en faveur du très régalien plan de formation des entreprises.

En 2009 naît un nouveau mythe, celui de la sécurisation des parcours professionnels au moment où «l'insécurité sociale» dénoncée par Robert Castel et, a fortiori, l'insécurité des parcours professionnels sont à l'ordre du jour pour beaucoup. Un point positif toutefois, la création du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (FPSPP) qui ouvre théoriquement plus d'accès à la formation pour les chômeurs et les moins qualifiés, mais dont le bilan reste à faire, d'autant qu'il connaît d'ores et déjà des difficultés importantes. Régrès toujours, le Cif devient accessible en dehors du temps de travail, ce qui constitue une nouvelle brèche dans le contrat «social» de 1968 de la formation sur le temps travaillé. Quant à l'État, il renforce son contrôle sur la gestion et les missions des organismes paritaires collec-



teurs agréés (Opca) – mis en demeure de fusionner – et sur les politiques de formation des régions. Régions qui, la plupart du temps, centrent elles aussi leur politique de formation sur l'emploi et ne développent que très rarement des politiques d'éducation permanente et/ou populaire. Processus de contagion du travail et de l'emploi qui fut très vite engagé suite au vote des lois de décentralisation de 1982 et suivantes.

### Un bilan globalement négatif

Depuis 1971, pour les salariés et les demandeurs d'emploi, surtout les moins qualifiés, le bilan est globalement négatif du fait d'une information et d'une orientation en matière de formation toujours difficiles malgré la mise en place de divers portails électroniques. Un dispositif juridique en forme de mille-feuilles toujours plus épais et toujours plus complexe malgré de nombreuses promesses de simplification, en réalité un maquis toujours plus impénétrable. Des inégalités d'accès à la formation enkysté depuis quarante ans pour les salariés des PME, les ouvriers et les employés les moins qualifiés, les adultes en situation d'illettrisme... Des bénéficiaires certes plus nombreux en quarante ans, mais une durée moyenne des formations en baisse très sensible (diminution du nombre d'heures par an par stagiaire), la formation est de plus en plus synonyme, non pas de développement, mais d'adaptation au poste de travail et/ou à l'emploi. En conséquence, on constate le retour à des pédagogies magistrales dites «frontales», souvent contre-productives en termes d'apprentissage. Et, toujours, un nombre de Cif très insuffisants par rapport aux besoins (30 000

par an environ pour les CDI), un million en vingt-cinq ans pour dix-sept millions d'actifs du privé, de fait, quatre cent vingt-cinq ans d'attente pour que chaque actif y ait accès. Enfin, des formations en direction des jeunes et des demandeurs d'emploi passées du conjoncturel au structurel, cela sans toujours beaucoup d'efficacité et de qualité compte tenu des moyens mobilisés et, de plus, marquées par la précarité des personnels et des organismes de formation.

### Conclusion

Selon moi, en quarante ans, l'ensemble des lois a favorisé une dégradation de la philosophie et des valeurs de l'éducation permanente au profit de l'instrumentalisation d'une formation marchandisée et d'un utilitarisme court-termiste aux services des employeurs. En quarante ans, nous sommes passés d'une loi visionnaire en 1971, comme en 1959, malgré leurs imperfections et une visée idéologique suspecte, à des lois gestionnaires en 2004 et 2009. Nous sommes passés d'un concept émancipateur, celui de l'éducation permanente, à une injonction autoritaire implicite, celle de la formation professionnelle tout au long de la vie, formation à défaut de laquelle le parcours social des individus pourrait être encore plus lourdement menacé. À l'analyse des faits et des tendances, je pense qu'il faut refonder, réenchâncer, se réapproprié l'éducation des adultes et l'éducation populaire, en songeant d'abord à la société que nous appelons de nos vœux, puis en estimant la contribution possible de l'éducation dans le projet et ne songer à la loi, au droit – en bref, à la tuyauterie – que dans un second temps. **H. L.**

# Mon corps, mes règles

## Un argument pour que les survivantes de viol et de violence domestique deviennent des militantes syndicalistes

**Liberté Locke, une militante au syndicat des travailleurs de Starbucks (IWW), décrit dans cet article la similarité entre la violence au travail et la violence sexuelle. Elle explique en effet que les agresseurs sexuels et les patrons utilisent les mêmes techniques de contrôle et qu'il nous est nécessaire de se battre contre ces deux formes d'oppression.**

### Liberté Locke

Traduit par Karine W.

**J'AI ÉTÉ VIOLÉE** par mon chum le 18 août 2006. La journée suivante, je retenais mes larmes pendant que je mentais à un inconnu au téléphone expliquant pourquoi je devais manquer ma deuxième entrevue pour un emploi dont j'avais désespérément besoin. Quand j'ai finalement raccroché, je reçus un nouveau texto : « Ce n'est pas terminé. Ce ne sera jamais terminé entre nous... »

Le lendemain, je suis allée à ma deuxième entrevue. C'était à l'intérieur de la Tour Sears au Starbucks de Chicago. J'ai pris le train pour aller à l'entrevue, regardant constamment autour de moi et tremblant de peur. Mais j'avais besoin d'un travail. Je venais d'être renvoyée du magasin Target deux semaines plus tôt et je n'avais d'autres options. Je savais que j'allais avoir à passer le détecteur de métal afin de pouvoir entrer dans l'édifice et, malgré mon instinct qui me disait le contraire, je n'ai pas apporté de couteau avec moi.

« Que feriez-vous si vous surpreniez un collègue de travail en train de voler ? »

Mes pensées défilaient à toute vitesse. Je me disais que je risquais ma sécurité en sortant de la maison pour un emploi stupide qui paie seulement 7,75 dollars de l'heure. Ne valais-je pas mieux que ça ? Ne valons-nous pas beaucoup plus que ça ?

« Je le dirais à mon supérieur tout de suite, évidemment. Je n'ai jamais compris pourquoi certaines personnes volent au travail... »

Je leur ai dit ce qu'ils voulaient entendre.

J'ai donc commencé à travailler au Starbucks le 22 août 2006. Cela fait un peu plus de cinq ans. Chaque année, je dois faire une révision annuelle de ma performance où je dois généralement expliquer – avec quelqu'un de plus jeune que moi et qui a un salaire beaucoup plus élevé – pourquoi mon dur labeur, mes douleurs au dos, mes mains qui craquent, mes poignets endoloris, les poches sous mes yeux, les brûlures, les

bleues sur mes bras, les coupures sur mes genoux, le traitement dégradant constant infligé par certains clients, les « pitoune, p'tit chou, puce, bitch », les « Aye toé la pute... J't'avais dit PAS de crème fouettée ! », les regards désobligeants ou les poursuites après le travail... Je dois argumenter pourquoi, à cause de tout ça, je mérite une augmentation de 33 cents et non de 22 cents. Dégradant pour n'importe quel employé. Dégradant, surtout pour une femme. Seulement, moi, j'arrive à cette journée chaque année en me souvenant que, quatre jours plus tôt, je me faisais violer par la personne que j'aimais. Cette révision annuelle est vraiment la seule chose qui me rappelle cette journée.

J'aurais aimé dire que j'exagère, mais je commence tout juste à atténuer mes propos sur mes sentiments face à cet événement. Parlant de travail, je pourrais également exposer les deux raisons pour lesquelles, quand j'ai été violée, je ne suis pas sortie de la maison avant le matin : 1) j'avais peur de prendre le métro pour retourner chez moi à trois heures du matin ; 2) ma meilleure amie (et également la deuxième partenaire de mon chum) devait venir me chercher au matin pour que je fasse le ménage chez ses parents riches qui vivent dans la banlieue. Je suis donc restée couchée les yeux ouverts aux côtés de mon agresseur tant j'avais besoin de vendre ma force de travail en échange de quelques billets. Ma volonté de ne pas perdre ce job m'a gardé auprès de lui. Lui promettant que je n'en parlerais à personne. Lui promettant que je resterais avec lui. Des promesses que, à ce moment, je croyais peut-être suivre.

Ce n'est que lorsque j'étais littéralement à quatre pattes en train de frotter le plancher de chez les parents de ma meilleure amie que j'ai réalisé qu'être pauvre était déjà une forme de violence envers moi.

Je me suis levée. Je lui ai tout dit. Je n'ai

entendu aucun mot de soutien. Elle m'a dit qu'elle était jalouse. J'avais envie de vomir. Je lui ai dit de me ramener chez moi, car je préférerais mourir de faim que de nettoyer la maison de ses parents aujourd'hui.

Elle m'a donné tout l'argent bien que je n'eusse pas encore fini le nettoyage et elle m'a reconduit chez moi. Probablement pour se donner bonne conscience, j'en suis sûre. Je lui en veux moins à présent, car je réalise que les comportements manipulateurs de ce gars l'avaient atteinte également. Mais c'était pire pour elle que pour moi. Je suis sortie de cette relation. Elle décidait de rester et, du coup, décidait de trahir une autre femme. Ça, ce sont de graves manipulations.

Le mois suivant l'attaque, je suis allée en thérapie sans frais dans un programme contre les violences domestiques. J'ai fait des exercices qui m'ont forcée à parler des moments heureux que j'avais vécus avec lui. Je ne voulais pas. Nous avons eu une relation entrecoupée qui a duré quelques années et nous avons certainement eu des moments merveilleux ensemble. Mais j'aurais souhaité que cette relation ne soit jamais arrivée. J'aurais souhaité ne pas l'avoir rencontré. Je ne voulais pas me rappeler de son visage, de sa voix ou de son odeur. Je me suis débarrassée de tout ce qu'il m'avait donné et de ce qui me rappelait son souvenir. Ma thérapeute voulait que je trouve d'où venait cette attaque, car je me blâmais pour tout ce qui s'était passé. L'idée d'imaginer que les choses étaient bien avant cette nuit-là m'a frappé s'en prévenir. Ou, du moins, c'est ce que je croyais.

Après près de six mois de thérapie, nous avons eu une révélation. Il a toujours été manipulateur et abuseur verbalement. Il se plaisait à miner mon estime et me voulait misérable afin que j'aie l'impression d'avoir besoin de lui. Alors, j'avais désespérément besoin de son approbation et de son attention. Les jours suivant le viol, j'ai commencé à lui faire face et à ne plus accepter certaines choses. Je refusais d'avoir des relations sexuelles quand je voyais qu'il était abusif alors qu'avant j'aurais cédé, même après qu'il m'ait insultée. Ma thérapeute m'a fait comprendre qu'il m'avait violée car il sentait qu'il perdait le contrôle sur moi. Il voulait me briser... comme on fait avec un cheval.

Durant la thérapie, j'ai commencé à comprendre que je valais quelque chose et qu'il était celui qui était pathétique. Pas moi. Il voulait quelque chose de moi, et l'avoir n'était pas encore assez. Il voulait mon corps, ma vitalité. Une emprise sur des choses qui ne peuvent être possédées.

Quand j'ai commencé à me sentir plus forte et moins effrayée, je n'étais vraiment plus capable de tolérer les clients irrespectueux. Ne pas tolérer ces clients voulait dire faire face à la furie des superviseurs lorsqu'un client se plaignait, ce qui voulait dire également affronter mon employeur.



Finalement, l'opportunité est venue et ne pas vouloir vivre ma vie en victime prit la forme d'une signature sur une carte de membre du syndicat IWW (Industrial Workers of the World – Syndicat des travailleurs industriels du monde).

J'ai appris le militantisme au travail. Je décidais que je n'étais pas fait pour être l'esclave des hommes, alors pourquoi l'être d'un patron, d'une corporation ou d'un client ?

J'observais mes patrons alors qu'ils étaient assis à leur bureau, sirotant leur café spécial qu'ils m'avaient demandé de faire, s'épancher devant des chiffres de vente qu'ils avaient eus par la sueur de mon front et de celui de mes collègues. On se tuait au travail. Des mères avec qui je travaillais me parlaient de comment elle n'avait pas pu voir leur enfant faire ses premiers pas, car elles devaient faire des lattés. J'ai connu une femme enceinte qui travaillait pendant qu'elle était dilatée, risquant sa santé et celle de son enfant parce que le congé de mater-

nité était tellement court qu'elle voulait avoir le plus de temps possible avec son nouveau-né. Je savais que les patrons et les compagnies étaient responsables de cette situation.

Les patrons sont des gens manipulateurs. Ils abusent des employés, vous refusant des pauses, vous qualifiant de gros nul, donnant des promotions à des gens qui vous ont harcelé sexuellement, vous donnant un horaire de travail qui rend le sommeil impossible, vous refusant des augmentations pour des peccadilles (comme ne pas avoir porté les bas noirs exigés ou ne pas avoir dissimulé vos tatouages). Et quand nous avons commencé à râler au travail, ils tenaient ce genre de discours et, soudainement, ils organisaient une fête avec de la pizza pour les employés. La majorité des employés auraient remercié leur patron et auraient parlé pendant des semaines sur comment leurs chefs se préoccupaient de leur bien-être. À quel point ils étaient gentils. À quel point nous étions chanceux.

Soudainement, les souvenirs d'abus s'effacent et l'hostilité envers l'employeur disparaît. Les patrons redeviennent les bienvenus dans les conversations de groupe et sont invités aux *showers* de bébé.

Je ne vois aucune différence entre ce scénario et celui d'un chum qui frappe sa blonde au visage et ensuite revient avec un bouquet de fleurs et des friandises. Et ce cercle vicieux recommence.

Je n'ai pas honte d'avoir été violée et manipulée par mon ex. Je n'ai pas honte de l'avoir laissé et d'avoir fait en sorte de cicatrifier cette blessure. Je n'ai également pas honte d'avoir vécu et d'avoir été témoin d'horribles abus depuis que je travaille au Starbucks. Je refuse d'accepter la présence des patrons après une simple fête avec de la pizza.

Je n'en veux pas de leur pizza. Je n'en veux pas de leurs fleurs. Je veux ma liberté, je veux sortir de cette vie d'esclavage. Je veux la fin des abus.

Oui, je pourrais démissionner, comme on laisse un partenaire abuseur, mais le prochain emploi va reproduire ce cercle vicieux. Le prochain emploi sera comme le prochain partenaire : abuseur.

Donc, je suis restée. Et je me suis battue. Je me suis battue en tant que militante, avec les autres survivants d'abus, mes collègues de travail. Du moins ceux et celles qui avaient touché le fond du gouffre et qui voulaient remonter à la surface. Car tout le monde n'est pas prêt à faire face à son oppresseur lorsque je les rencontre. Mais je serai là lorsqu'ils seront prêts. Lorsque eux aussi reprendront courage.

Nous travaillons ensemble pour améliorer nos conditions de travail. Refusant de leur donner ce qu'ils veulent lorsqu'ils abusent de nous. Refusant de travailler. D'utiliser nos corps pour leurs propres désirs.

Sous le système actuel, il faut gagner de l'argent pour survivre. Pour gagner de l'argent, nous devons vendre notre force de travail. Ceci est déjà, à mon sens, dégoûtant et injuste. Je suis fascinée par la créativité, l'habileté et le génie de l'être humain. Je ressens une très grande fierté lorsque je suis capable de produire quelque chose ou d'enseigner quelque chose, de parler, d'écrire et d'apprendre. N'est-ce pas formidable de savoir que l'humain est capable d'autant de belles choses ? Le fait que quelqu'un ait été assez intelligent pour exploiter cette merveille des gens pour son propre profit en donnant le minimum possible en retour à la personne qui l'a créé me crève le cœur. J'ai le même sentiment lorsque j'apprends qu'une personne reste avec son abuseur et fait tout ce qui lui est demandé pour être battue encore et encore. Je me demande toujours quand vont-elles les quitter ? Je me demande quand vont-elles contre-attaquer. Je me sens de même lorsque je prends un collègue de travail qui sanglote dans mes bras, car son superviseur lui a crié dessus. Je me demande



quand ils vont arrêter d'encaisser. Plusieurs travailleurs le font déjà. Les travailleurs qui ont rejoint un syndicat. Nous sommes des survivants.

Ces cinq dernières années ont été stupéfiantes. Je me suis guérie des abus et de la dégradation de cette relation. Je me suis également guérie en appliquant les enseignements de ma thérapeute à ma vie au travail.

Je refuse d'être une victime à présent. Je suis déterminée à me souvenir de ma valeur et j'essaie d'aider les autres à se guérir d'années d'abus entre les mains d'employeurs et de clients. Ce n'est pas assez de démissionner si on n'a pas réalisé notre valeur à cause d'une pauvre estime de la valeur de notre travail, car cela pourrait nous remettre continuellement dans les mêmes situations de travail. Avant même de nous en rendre compte, nous avons été littéralement blessés et nous n'avons rien pour le démontrer. Les grands patrons auront leurs propriétés qu'ils auront achetées avec l'argent qu'ils nous ont pris. Ils auront les meilleurs médecins, leurs enfants iront dans les meilleures écoles et leurs parents âgés seront les mieux soignés. Ils jouiront du fruit de notre travail alors que nous crèverons de faim. Ce n'est pas différent d'un partenaire amoureux qui prend ton chèque de paie.

Les brûlures faites par le lait bouillant ne me font pas moins mal quand je réalise que cette boisson coûte la même somme que mon salaire de l'heure ; en une heure, j'en aurai fait des centaines.

N'écoute pas lorsqu'un employeur ou un collègue abuseur essaient de te faire croire que ton travail ne vaut rien. Ne les crois pas lorsqu'ils déprécient ton travail parce que c'est du fast-food ou de la vente au détail. Que tu sois assis à un bureau, que tu livres de la pizza, que tu nettoies les toilettes, que tu couses un ourlet de pantalon ou que tu sois

acteur sur scène afin de pouvoir payer tes factures... Rappelle-toi que si les patrons pouvaient le faire seuls, ils le feraient. Souviens-toi qu'ils ont besoin de toi beaucoup plus que tu as besoin d'eux. Oui, l'abus peut empirer lorsque tu leur fais face et que tu te bats. Semblable à ce que j'ai vécu. Mais si cela doit m'apprendre l'émancipation et le refus de l'esclavage, eh bien qu'il en soit ainsi.

Je ne serai pas une esclave. Je ne serai pas une servante. Je ne consens pas à l'abus de mon être et de mon corps ou à la dépréciation de ma vie. Quand ils essaient de nous diviser, c'est comme le partenaire qui dit que tu ne peux plus voir tes amies. C'est pour t'isoler afin que tu te sentes seule et impuissante comme lorsque tu cries et que personne ne peut t'entendre. Ne leur laisse pas faire cela. Refuse l'isolement. Tends la main à tes collègues. Refuse le travail dangereux. Demande un salaire décent. Ceux qui font la majorité du travail devraient avoir le plus de luxe. Nous le méritons. C'est le nôtre.

Si tu t'es sortie d'une relation ou d'une situation abusive dans ta vie, alors tu sais à quel point tu en as besoin. Tu as passé et repassé des centaines fois le film et tu réalises comme tout ça aurait pu être pire. Tu te sens reconnaissante d'avoir quitté cette vie d'avant. Imagine si tous les mauvais traitements au travail prenaient fin. Imagine si tu ne redoutais pas de rentrer au travail. Et si le patron avait maintenant peur de toi ? Et s'il n'osait plus te toucher, te traiter de tous les noms et te harceler ? Et s'il ne te refusait plus de pauses et te payait ton temps supplémentaire comme il se doit ? Et si tu décidais de ton horaire et des tâches que tu voudrais prendre en charge ? Et si tu décidais ton salaire ?

Ça ressemblerait à quoi d'être finalement libre ?

L. L.

# Lutte « No Tav »

## Appel à la solidarité internationale



**CET APPEL S'ADRESSE** à tous ceux, hommes et femmes, qui tout au long de ces mois d'occupation militaire, tout au long de ces mois de lutte et de résistance NoTav, ont pris notre parti partout en Italie.

Grâce à vous, il est clair pour ceux qui ont du cœur, de l'intelligence que la lutte des NoTav dans ce coin du Piémont est la lutte de tous ceux qui se battent contre le gaspillage de l'argent public pour des intérêts privés, contre la dévastation du territoire, contre la transformation définitive en marchandise de nos vies et de nos relations sociales.

Défendre sa terre et sa vie, c'est défendre notre futur et celui de tous. Le futur des jeunes condamnés à la précarité à vie, des anciens auxquels on refuse une vieillesse décente, de tous ceux qui pensent que le bien commun n'est pas le profit de quelques-uns mais une amélioration de la qualité de la vie pour chaque homme, femme, enfant. Ici et partout. On trouve nos raisons dans chaque hôpital qui ferme, dans chaque école qui est démantelée, dans chaque station abandonnée, dans chaque famille qui est expulsée, dans chaque usine où Monti offre aux patrons la possibilité de licencier ceux qui luttent.

Après la terrible journée du 27 février, où l'un d'entre nous a failli mourir en essayant d'entraver l'agrandissement du fortin de la Madeleine (lire ici : klik!), la multiplication des cortèges, des blocages de routes, d'autoroutes, de ports et de trains, dans des dizaines et des dizaines de grandes et de petites villes d'Italie, nous a donné de la force dans notre résistance sur l'autoroute.

À cette occasion, nous avons compris que, malgré la présence de milliers d'hommes en armes, le gouvernement et tous les partis proTav étaient en difficulté. Dans la propagande de criminalisation des failles sont

apparues, mais aussi des possibilités de luttes accessibles à tous et partout.

Le 27 février, ils ne se sont pas contentés de risquer la vie de l'un d'entre nous, ils ont occupé un autre terrain et l'ont entouré de grilles de protection et de fil de fer barbelé.

Le mercredi 11 avril ils veulent rendre légale l'occupation.

Ce jour-là, ils ont convoqué les propriétaires pour réaliser une procédure d'occupation «temporaire» des terrains. Ils ne pourront entrer dans le fortin, fortifié comme pour une guerre, qu'un seul à la fois : si un propriétaire ne se présente pas, ils passeront outre.

L'important est de donner un semblant de légalité à la mise en place violente d'un énorme ouvrage inutile. À partir de là les entreprises pourront véritablement commencer les travaux.

Les NoTav seront là encore une fois. Nous serons là et nous serons partout où il sera possible d'entraver la machine de l'occupation militaire.

Nous lançons cet appel parce que nous avons décidé de transformer ce jour en semaine de lutte populaire NoTav.

Aidez-nous.

Il faut que la chaîne de solidarité spontanée qui nous a soutenus en février soit encore plus puissante.

Nous ne vous demandons pas de venir ici, même si, comme toujours, ceux qui viendront seront les bienvenus, nous vous demandons de lutter chez vous, dans les villes et les campagnes.

Nous vous demandons de diffuser la résistance.

Mouvement No Tav

**Grande mobilisation  
à Val Susa à partir  
du 11 avril !**

**Le mouvement No Tav  
appelle à une semaine de  
mobilisation à partir du  
11 avril à Val Susa.**

**Contre les expropriations.**

**Pour la réoccupation du site  
(chantier).**

**Pour la libération des  
compagnons incarcérés.**

**Tav : No Pasaran !**

**Résistance et détermination !**

**Tous à Val Susa !**



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
**Inconnu**

## Jésus Arnal, le curé qui fut secrétaire de Durruti

**Daniel Pinós**

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

LA RELIGION CATHOLIQUE et l'anticléricalisme se sont confrontés durant la bataille que se livrèrent de 1936 à 1939 le camp républicain et le camp fasciste. Tandis que la religion fut, dès le départ de l'insurrection, un élément idéologique important dans la croisade menée par les franquistes contre la révolution, un anticléricalisme radical se développa lors du soulèvement militaire. Des églises furent pillées et incendiées, des prêtres furent exécutés. Durant cette période, l'Église soutint financièrement l'effort de guerre du camp fasciste, des prêtres prirent les armes contre les révolutionnaires, tandis que la hiérarchie ecclésiastique bénissait les bombes qui devaient détruire les villes et les villages du camp républicain. L'histoire de Jésus Arnal durant cette guerre est assez représentative de la situation qu'ont subi beaucoup de prêtres, souvent jeunes et issus des classes populaires qui n'adhéraient pas forcément aux idées fascistes.

C'est à partir des années soixante-dix et quatre-vingt du siècle dernier que des livres ont commencé à être publiés en Espagne et dans d'autres pays sur la révolution espagnole et la guerre civile en Aragon. Des livres écrits par des protagonistes du camp républicain qui n'avaient pas été publiés auparavant en raison de la censure. Le plus étonnant est celui qui a été écrit par Jésus Arnal, le curé du village de Candanos : *Pourquoi j'ai été le secrétaire de Durruti?*. Il fut publié à Tárrega, en Catalogne, en 1972.

Jésus Arnal a eu le courage de consacrer son livre à Durruti, c'est une démonstration d'affection et de gratitude pour avoir été pris sous la protection du combattant libertaire.

Jésus Arnal défend ardemment Durruti tout au long du livre : « Pour moi, il n'avait rien de légendaire, ni de mythologique, ni de sanguinaire non plus, il était simplement un homme comme les autres qui a consacré sa vie à un idéal [...]. Pendant mon séjour à ses côtés, je n'ai rien vu d'autre qu'un homme normal, sans vices, sans grandes addictions, il ne buvait pas et il n'était pas coureur de jupons, je ne l'ai jamais vu plein de rancœur, vindicatif, sanguinaire, comme beaucoup l'ont prétendu. Il m'est apparu comme un bon compagnon pour tous ceux qui l'entouraient [...]. Son attitude vis-à-vis de ma personne a toujours été attentionnée. »

Jésus Arnal fut ordonné prêtre en 1927, il devint économiste dans différents villages de la province aragonaise de Teruel (Cuevas de Portalrubio et Portalrubio) jusqu'à la fin de 1935 ; il fut alors nommé à Aguinalú, près de Graus. C'est là où le coup d'État militaire du 18 juillet 1936 le surprit. Les miliciens de la CNT-FAI partirent alors à sa recherche. Jésus Arnal eut le temps de fuir le village. Il erra dans les bois. Avec un autre prêtre, Olvena, fugitif lui aussi, il voyagea jusqu'à Estada et Barbastro où il se fit passer pour un milicien et s'enrôla dans une section des transports. Enfin, il finit par se cacher dans son village natal de Candanos.

Là, le président du comité révolutionnaire, Timoteo Callén – un anarchiste de la FAI qui avait appartenu au groupe Los Solidarios de Durruti et Ascaso –, un ami d'enfance, le prit sous sa protection afin d'éviter que des miliciens incontrôlés venus de Barcelone puissent mettre la vie du prêtre en danger. Callén présenta alors Arnal sur le balcon central de la mairie de Candanos, quand toute la population du village était réunie. Callén demanda au peuple son opi-

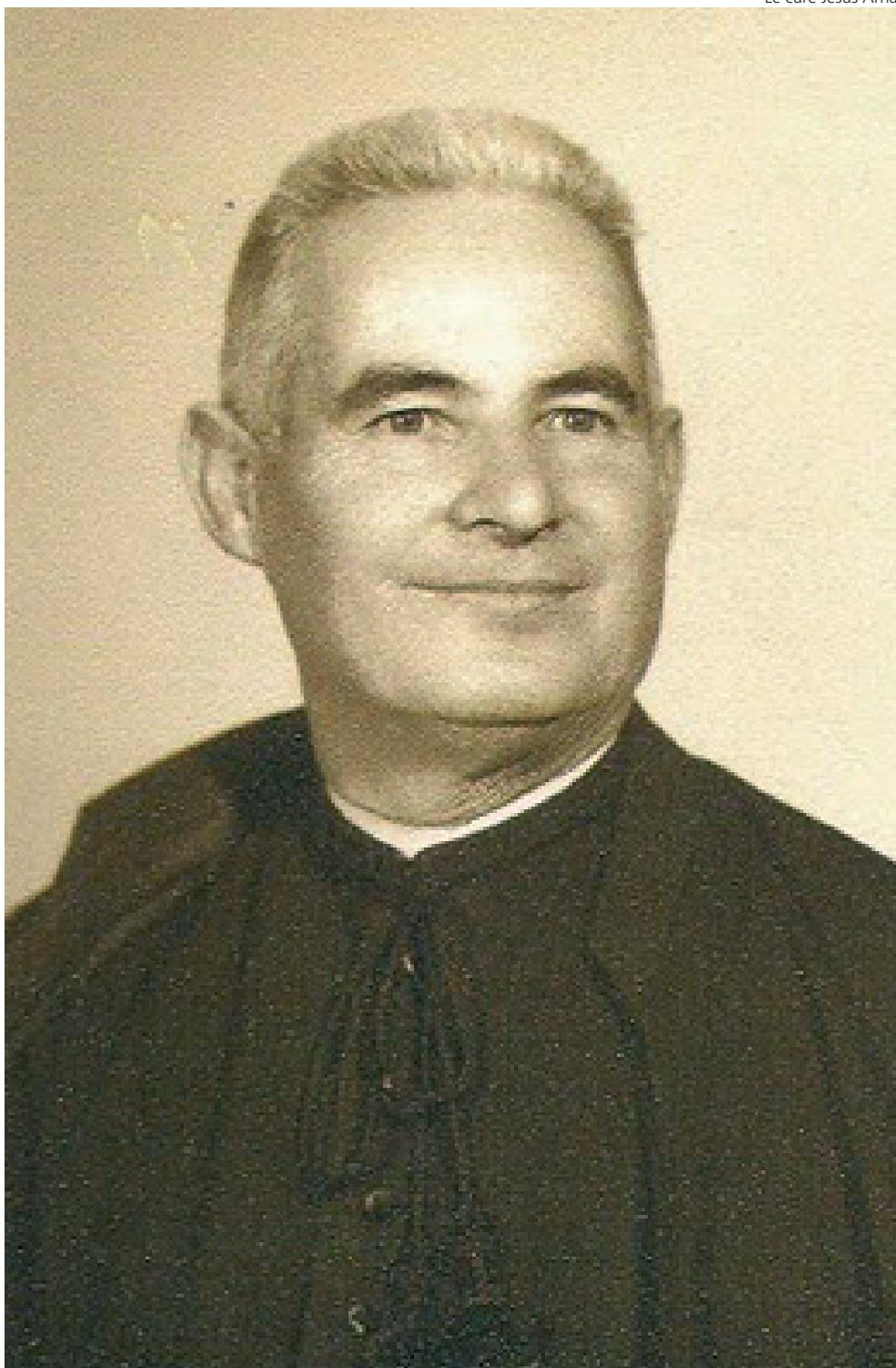
nion sur l'avenir de son ami, comme s'ils étaient devant un tribunal populaire. Toutes les personnes réunies exigèrent à l'unanimité que la vie du curé soit respectée. Arnal estime, dans son livre, que c'est à cette époque que fut prise la décision de ne plus exécuter, à Candanos, d'opposants, et ce jusqu'à la fin de la guerre. Callén s'arma alors de raison pour faire face aux groupes incontrôlés de miliciens qui ne pouvaient pas comprendre que le prêtre du village puisse rester en vie. Lorsque la situation devint intenable, Timoteo Callén décida de parler de la situation à Durruti et lui demanda qu'il prenne sous son aile Jésus Arnal.

Durruti l'emmena avec lui à Bujaraloz où était stationnée la colonne du leader de la CNT et, une fois là-bas, le prêtre aragonais devint le scribe du poste de commandement, ou le secrétaire, comme cela est inscrit aujourd'hui dans l'histoire. Il le demeura jusqu'à la mort de Durruti à Madrid en novembre 1936. Buenaventura Durruti avait pleine confiance en Arnal et il lui confia plusieurs missions délicates. Une de celles-ci : l'organisation du retour à Barcelone de toutes les miliciennes de la colonne Durruti en raison de l'augmentation des maladies vénériennes. Celles-ci causèrent plus de victimes dans les rangs de la colonne que les balles ennemies. Durruti en arriva à mettre en place un hôpital spécialisé dans ces maladies dans le village de Bujaraloz.

La mission que confia Durruti à Jésus Arnal, mission que celui-ci accomplit avec discipline, fut de réquisitionner toutes les femmes « en faisant en sorte qu'il n'en reste aucune », de les transférer à Sariñena et de les renvoyer par le train vers Barcelone. Durruti envoya également son secrétaire à Lleida pour mettre de l'ordre à l'arrière-garde du front contre ceux qui confisquaient des biens de manière frauduleuse au nom de la colonne.

Le livre de Jésus Arnal s'avère d'une grande importance pour s'informer sur les détails de la mort de Durruti, sur laquelle on a écrit beaucoup de choses de façon très controversée. Recueillant l'avis de témoins oculaires, Jésus Arnal raconte que la mort de Durruti s'est produite à 16 heures, dans l'après-midi du 19 novembre 1936, sur la place de la Moncloa à Madrid, à l'angle de la promenade de Rosales.

Selon Arnal, quand Durruti s'est abaissé pour descendre de la voiture dans laquelle il voyageait, une Buick, le fusil-mitrailleur qu'il avait en main, un canon court connu sous le nom de « naranjero », percuta le marchepied de la voiture, le cran de sécurité sauta et le tir blessa mortellement le combattant anarchiste. Le blessé fut transporté à l'hôtel Ritz, transformé en hôpital, et un chirurgien de renom, l'Aragonais Manuel Bastos Ansart, fut appelé pour diagnostiquer la gravité de la blessure. Pour lui, il s'agissait d'une blessure mortelle et il déclara qu'il était impossible de pratiquer une opération.



Durruti mourut dans les premières heures du 20 novembre 1936 et Federica Montseny, toujours selon Arnal, prêta serment de garder le secret, en compagnie des principaux témoins, sur les circonstances entourant cette mort qui, disons-le clairement, fut peu héroïque pour un dirigeant aussi charismatique que Durruti.

Après la mort de son protecteur, Jésus Arnal est resté le secrétaire de la colonne, même si celle-ci fut militarisée et devint la 26<sup>e</sup> division de l'armée républicaine. Après la guerre, et après un bref séjour en France, puis dans le camp de prisonniers de la Merced à Pampelune, soutenu par les nouvelles autorités de Candanos et par différents hiérarques du Mouvement national de

Franco, il fut réhabilité. C'est à partir de 1947 qu'il devint curé à l'économat de différents villages du Haut-Aragon (Lascuarre, Laguarres, Monte de Roda, Castigaleu). Enfin, jusqu'à sa mort en 1971, il fut curé de Ballobar où il mourut et fut enterré.

Mais le plus étonnant dans cette histoire, c'est que Jésus Arnal a eu, après la guerre, la satisfaction de pouvoir rendre à Timoteo Callén la faveur que celui-ci lui avait faite en 1936. Callén fut, avec la caution personnelle et pécuniaire du prêtre Arnal, le seul chef de comité de la CNT, en plus d'être un membre éminent de la FAI, qui parvint à se promener librement dans l'Espagne de Franco sans être inquiété.

D. P.

# Un polar **anarcho-burlesque**

**LE «RAYNAUD FÉROCE»** a encore frappé. Après trois polars loufoques qui avaient pour cadre la Librairie du Monde libertaire, l'île d'Oléron et un congrès de la Libre Pensée, Jean-Marc Raynaud plante à présent son intrigue dans les coulisses agitées du Parti socialiste...

L'action commence le 22 mars 2012 au siège parisien du Parti socialiste, le très connu 10, rue de Solferino. À 17 heures ce jour-là, François Ballande, candidat du parti à l'élection présidentielle, doit prendre la parole pour une déclaration importante.

Devant l'immeuble, militants socialistes (ex et exclus compris) et badauds se pressent. Au milieu d'eux, Olivier Aioli, secrétaire fédéral du PS de Charente-Maritime. Les lecteurs rochelais sauront lire entre les lignes. Armé d'un mégaphone, Aioli a fait le déplacement pour dénoncer le parachutage de Ségolène Impérial à La Rochelle pour les prochaines législatives. Aussitôt, pan!, un homme lui colle une balle de 9 millimètres dans la tête.

Panique à l'intérieur. François Ballande est plaqué au sol par l'un de ses gardes du corps dont la tête explose en plein vol. Sales affaires pour le commissaire Clovis Conil qui entre en piste ventre à terre. Que faire de tout ce cirque? La situation exige doigté et diplomatie. Il ne s'agit pas de coffrer les trois quarts du futur gouvernement! Toutes les huiles sont là, Martine Babry, Jack Blang, Michel Tocard, Jean-Marc Blaireau, Manuel Valse, Laurent Fafa, Arnaud Descenbourg... et même l'ancien camarade Jean-Luc Merluchon.

Le premier tueur est vite identifié et serré. Il s'agit de Phil Oxera, un garde du corps de Ségolène Impérial. L'enquête s'annonce plus compliquée pour le second tueur. Pas sûr que les témoins présents pour diverses bonnes et mauvaises raisons autour de l'immeuble soient d'un grand secours. Que valent les informations données par Karl Marx, Michel Bakounine, Louise Michel ou Nestor Makhno? Pas plus que celles que pourraient offrir Georges Marchais, Ernesto «Che» Guevara, Corto Maltese, Louis Lecoin, Salvador Allende, Léon Trotski, Maurice Joyeux... eux aussi de passage sur le lieu des crimes.

Un peu plus tard, c'est au tour du concierge de l'immeuble, un certain Jean Jaurès, de glisser de vie à trépas en tombant d'une fenêtre. Trop c'est trop. A la demande du camarade commissaire, la fine fleur des services secrets de la Fédération anarchiste passe à l'action avec les méthodes expéditives que l'on sait. Ted Chaucre, Ed Merlieux, Pat O'Neil et Denis Saint, alias «les barons», vont mettre les bouchées doubles pour démêler l'énigme qui trouve finalement sa source dans les derniers spasmes de la Yougoslavie.

Au-delà du polar, l'auteur ne rate pas une occasion pour mettre du sel d'Oléron sur les plaies qui recouvrent l'histoire complexe du mouvement ouvrier depuis la Première Internationale jusqu'aux péripéties qui allaient aboutir à la création du Parti socialiste via la SFIO, les radicaux, le PSA, la FGDS, le PSU... Magouilles blues! Mais il y en a pour tout le monde. Les communistes, les écolos, les gauchistes et même «les innombrables bandes libertaires à jamais incapables de transformer l'or de leur idéal en un espoir commun» ne sont pas épargnés.

Mêlant fiction et réalité, frictions et joyusetés, ce nouveau livre cocasse de Jean-Marc Raynaud est encore l'occasion de faire une pub appuyée pour quelques bons plans. Avis aux amateurs de grillades, d'huîtres, de mouclades, de cagouilles au pineau, de fromages régionaux, de vin bio et de café charentais flambé au cognac. Les partisans de la révolution sociale libertaire ne sont pas toujours d'indécrottables pessimistes à la mine triste. Quelques têtes connues autour des Éditions libertaires, du Monde libertaire, de la Fédération anarchiste et du Club du livre libertaire sont également invitées à participer à la farce qui tourne dans certaines pages à la grande foire surréaliste. Le tout est ponctué de caricatures de Jean-Charles Vincent que l'on exposerait bien sur nos murs si elles ne représentaient pas essentiellement les tronches des représentants du socialisme «à la mie de pain».

Paco



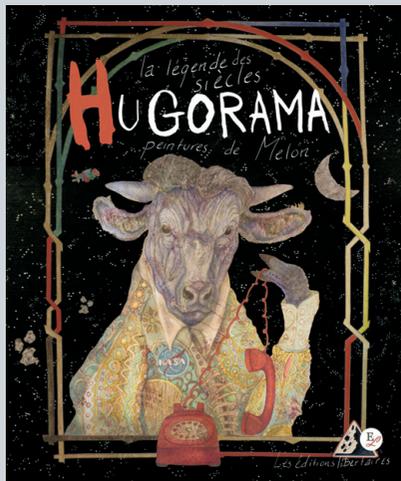
Jean-Marc Raynaud, *Meurtres exquis au Parti socialiste*, Éditions libertaires, 2010. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# En marge toujours

**DEUX LIVRES VIENNENT** de paraître dont je dois absolument parler cette semaine, que l'on sache qu'ils existent, car, sauf dans le ML, je doute fort qu'on en dise malheureusement plus de dix mots. Il faudrait en effet, pour qu'on en parle comme on le devrait chaque fois que se produit un événement artistique exceptionnel, que l'on songe un peu dans les milieux de la critique à s'égarer du côté où ça ne va pas forcément bien, où le salaire du travail ne permet même plus de survivre, où l'artiste devient le chien du pauvre et le pauvre, le chien du riche absolument. Le premier des deux livres dont je veux parler tout de suite est *La Légende des siècles* de Hugo mise en images par Melon, un peintre de génie dont Jean-Marc Raynaud vient de publier le second album et qui expose en ce moment les originaux à La Hune Brenner, 3 rue Ravignan, métro Abbesses à Montmartre. L'album est magnifique et l'exposition de même. Melon est un grand peintre visionnaire, l'un de ceux qui possèdent la capacité de réunir en un même sujet tradition et modernité. Il semble d'ailleurs qu'il n'y ait pas de sujet que Melon ne soit capable d'aborder tant la vision, centrale dans sa façon de penser, restructure sans aucune peine le sens et le matériau du temps poétique. Melon a une faiblesse qui constitue toute la force de sa vision : il ne fait aucune distinction entre le

temps de l'imaginaire et celui de sa vie. Melon est un réalisateur de visions. L'album ne coûte que 20 euros, ce qui me semble inexplicable tant c'est peu cher, et c'est promesse de délices pour les yeux de tous les âges sans distinction. L'autre livre est un ensemble de poèmes, les derniers d'un nommé Balbino, un grand costaud avec une carrure de déménageur-tatoué-boucle d'oreille et chope à la main. On le verrait plutôt cogner. J'ai découvert un grand poète en l'écoutant lire. Les mots tombaient comme des images sombres et luisantes et bientôt, la banlieue, la vraie, fut là. Je ne suis pas Sartre, mais je suppose que le vieux philosophe dut ressentir quelque chose de semblable en rencontrant Genet. Cette lumière dans l'image... et même dans les chocs les plus sourds, les coups les plus durs de la vie cruelle et crue, un sens inné du rythme et du juste mot. Balbino est ami, très ami même avec un autre maître de la musique et des mots, Bernard Lavilliers. Pas étonnant que, malgré la différence d'âge, ces deux-là se soient entendus. Balbino, c'est quelque chose comme le concentré poétique d'un Villon et d'un Bukowski, le rap urbain en plus. Un très méchant gentil garçon qui écrit comme un grand poète.

Claude Margat



Laurent Melon, *Hugorama, la légende des siècles*, Éditions libertaires, 2012. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Rivages fantastiques...

**IL EST DES LECTURES SURPRISES** de romans inclassables, et *Rivage*<sup>1</sup> fait partie de cette famille rare à déguster sans modération. Placé sous la terminologie de fantastique, car il fallait bien le classer quelque part, *Rivage* a été publié par les éditions Malpertuis, jeune et «petite» maison d'édition qui s'est déjà fait remarquer par la qualité de ses publications.

Narré dans un style d'un autre temps – passé ou futur antérieur –, tout en finesse et subtilité, deux qualités qui ne manquent pas à ce roman hors norme, *Rivage*, lui, se déroule résolument dans un futur teinté de crépuscule. Le héros du roman est un immense admirateur de Gaëlle Darian, peintre aujourd'hui disparue dont il collectionne tableaux et reproductions, persuadé que l'œuvre possède une clé. Pour enquête, il se rend sur une ville côtière bordée de falaises crayeuses qui rappelle un Étretat du futur, mais à peine effleuré par un cataclysme sur lequel l'auteure ne s'étend pas.

À partir de ce moment, le lecteur va entrer dans un autre monde très proche du nôtre, où

des événements qui pourraient sembler anodins sont les reflets d'événements fantastiques : des objets appartenant à des marins disparus en mer depuis parfois des centaines d'années réapparaissent dans les domiciles des familles... Le héros, dont l'anonymat permet une imprégnation grisante, va se lier d'amitié avec des personnages plus étonnants et profonds les uns que les autres ; de ceux que nous souhaiterions rencontrer, de ceux que nous croisons peut-être sans le savoir. Parmi eux, certains sont des lieux, bâtiments, meubles parfois. Je laisse au lecteur le soin de savourer l'insolite hôtel du village doté d'une bibliothèque et d'un extraordinaire fauteuil dont tous les bibliophiles et chasseurs de trésors souhaiteraient un jour faire la découverte. Ou ce manoir perché sur une falaise pleine de secrets, ou bien ces surprenantes gargouilles d'une chapelle transformée en musée. Les pièces imbriquées des différents tableaux de Gaëlle Darian constituent un puzzle qui prend racine dans le fantastique et qui nous entraîne, au gré d'une promenade merveilleuse autant

qu'inquiétante, dans une ambiance si inhabituelle qu'il faudra des jours pour que notre regard du monde revienne à la normale. Mais au-delà de ce canevas, sous-entendue tout le long du roman, est perceptible une autre narration, comme un appel désespéré à la liberté, à la solidarité entre les êtres, au rejet de toute forme de sujétion, l'ensemble baignant dans un entrelacs où se mêlent histoire, passée et future, rêves intimement liés à la réalité, et surtout quête de ce langage perdu que la perversion planifiée des mots a délibérément rendu obscur... Je n'hésite pas à le dire, il y a un sentiment flottant de définition de ce roman. Quelque chose de Pennac, de Vargas et de Neil Gaiman. Un cocktail où Sylvie Dupin maîtrise avec brio une recette alternative.

Jean-Hugues Villacampa

1. Sylvie Dupin, *Rivage*, éditions Malpertuis, 2011, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# Tarnac, magasin général



## Gardien de la paix Terroriste

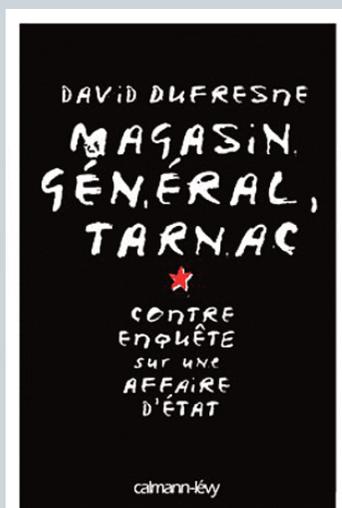
«IL FAUT SUBSTITUER au sentiment du gibier traqué l'allant du combattant», disait le maquisard communiste Georges Guingouin. La citation, reproduite en page 188 du présent ouvrage, résume l'usage que nous pouvons faire de ce livre-synthèse sur l'affaire dite «de Tarnac». L'auteur, David Dufresne, n'est pas un inconnu. Ancien animateur du fanzine *Tant* qu'il y aura du rock, ancien collaborateur de Bondage Records, il a travaillé pour Libération puis Mediapart. Il revendique l'héritage du «gonzo journalism», cite ça et là les Dead Kennedy's et Les Cadavres, et retient du mouvement punk la notion de «do it yourself», donc la volonté d'aller vérifier *ad nauseam* l'info par lui-même. Il y a quelques années, il avait publié *Maintien de l'ordre* (Hachette, 2007), un essai remarqué sur la stratégie policière des années 2005-2006 (émeutes en banlieues et CPE). C'est à un nouveau voyage dans les coulisses et les bas-fonds de la répression qu'il nous convie.

Dufresne a rencontré de nombreux flics, de tous grades et de tous services. Il décrit la guerre des polices à l'occasion de la constitution de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), le fameux «FBI à la française» voulu par Nicolas Sarkozy et ses proches collaborateurs, dont Bernard Squarcini, qu'on croise également dans ces pages. Il raconte la traque des militants de Tarnac par des agents nombreux, dotés de moyens disproportionnés (balises placées sur les véhicules, écoutes téléphoniques, caméras dans les arbres à proximité de la ferme du Goutailloux, filatures menées par une dizaine de véhicules pour suivre un couple, chiens détecteurs de métaux, etc.) Il fait part du res-

sentiment des flics de base, aigris car non écoutés et dénigrés par des supérieurs qui veulent absolument des résultats, quitte à inventer de nouvelles et fantasmagiques menaces : «Passer des heures à les suivre en train d'aller acheter des livres, ça allait bien cinq minutes... On aurait bien aimé que le groupe soit un peu plus opérationnel.» Il livre quelques réflexions cruelles sur la docilité, voire la complicité des journalistes : «Dans les semaines qui précédaient les arrestations, le cabinet de Michèle Alliot-Marie nous laissait entendre que quelque chose d'imminent allait se passer, qu'une attention particulière était faite sur l'extrême gauche. On nous parlait même de gens à la campagne»; sur la bêtise crasse des fins limiers de l'antiterrorisme (procès-verbaux truffés de fautes; noms propres écorchés: Alfredo Bonanno devient «Bananno»; absurdité tel le placement sous scellés du Sabotage de Pouget, édité il y a un siècle); sur l'extrême gauche, toujours trop bavarde: «Écrire, c'est plus fort qu'eux. Dès qu'il y a une scission, il y a trois rapports de synthèse... des rapports publics... Ça nous aide pas mal...»; et enfin sur le cynisme des gouvernants: «Islamos, Basques, qu'importe si on te demande de relâcher un mec, si on te dit "on stoppe", par exemple parce que l'Espagne n'achète pas assez de TGV à la France, tu t'exécutes [...]. Très vite les Espagnols ont compris ce que ça voulait dire: on allait mettre leurs dossiers basques dans un tiroir et on les oublierait. Ils se sont mis à acheter des TGV, et on a ressorti les dossiers...»

Dense et passionnant, parfois psychologisant, ce livre offre de multiples grilles de lecture. À ce jour, il est de loin le plus complet et le plus fiable sur le sujet.

Nicolas Norrito



David Dufresne, *Magasin général, Tarnac*, Calmann-Lévy, 2012. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# La **Fédération** anarchiste se développe un peu partout

La Fédération anarchiste s'est enrichie de 5 nouvelles liaisons.

Une liaison est présente dans le département de l'Allier à Montluçon. Vous pouvez la joindre à l'adresse:

[allier@federation-anarchiste.org](mailto:allier@federation-anarchiste.org)

Une autre liaison existe désormais dans le département du Gard à Alès. Vous pouvez lui écrire à l'adresse:

[ales@federation-anarchiste.org](mailto:ales@federation-anarchiste.org)

Une liaison Jura est apparue dans le département du même nom; Son courriel est:

[jura@federation-anarchiste.org](mailto:jura@federation-anarchiste.org)

La liaison Elisée Reclus est présente dans le département des Landes. Elle tient un blog (<http://libertaire-landes.blogspot.fr>) et vous pouvez lui écrire à l'adresse:

[elisee-reclus@federation-anarchiste.org](mailto:elisee-reclus@federation-anarchiste.org)

Enfin une autre liaison existe désormais dans le sud de département du Haut-Rhin. Vous pouvez contacter la liaison Sundgau à l'adresse:

[sundgau@federation-anarchiste.org](mailto:sundgau@federation-anarchiste.org)

Pour tout renseignement (adhésions, informations, contacts...), vous pouvez contacter le Secrétariat aux relations intérieures de la Fédération anarchiste:

FA-RI, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

[relations-interieures@federation-anarchiste.org](mailto:relations-interieures@federation-anarchiste.org)

Vous pouvez consulter l'annuaire des 68 groupes et 30 liaisons de la Fédération anarchiste régulièrement mise à jour sur le site <http://www.federation-anarchiste.org/>



La galerie La Hune Brenner et Jean Marc Raynaud éditions Libertaires vous invitent à accueillir...

# HUGORAMA

livre parlant

Présentation d'oeuvres originales,  
du 12 au 14 avril 2012

## Scoopitone

Signature le jeudi 12 avril à partir de 18h

Laurent Melon

LA HUNE BRENNER

Livres acheminés par camion frigorifique depuis Toulouse.

# GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 19/06/11

Périodicité des émissions :

3 autre

1 bimensuelle  
2 mensuelle

Sans indication : hebdomadaire

## DIMANCHE

08h00 / **Goloss Truda, la voix du travail** : émission franco-russe

10h00 / **À partir de septembre / Jour de lessive anticlérical** : animée par les Libres Penseurs de l'ADI.PF

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance

1 **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse

2 **Symbiose** : le mode du libre sous tous ses aspects : informatique, artistique...

3 **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance

1 **Chants, contrechants** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)

2 **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados

3 **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs

4 **La plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance

1 **Échos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise

2 **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIRC

20h30 / en alternance

1 **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)

2 **Les désaxés** : ciné en zone libre (1<sup>er</sup> dimanche)

22h30 / en alternance

1 **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville

2 **Seppuku** : musiques

00h00 / **Restons éveillés !!!**

## LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes dedans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

14h30 / **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance

3 **Trous Noirs** : luttes sociales (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup>, 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> lundis)

2 **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3<sup>e</sup> lundi)

18h00 / en alternance

1 **Les mangeux d'terre** : éco-libéraire (1<sup>er</sup> lundi)

2 **Focus / 18h30** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2<sup>e</sup> lundi)

3 **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3<sup>e</sup> lundi du mois)

2 **Le vivre ensemble** : végétarisme et cause animale (4<sup>e</sup> lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

## MARDI

08h00 / **Le parisien libertaire** : actualité parisienne

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance

1 **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus

2 **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dédans)** : des fusions molles pour tous les tous

18h00 / en alternance

1 **Ideaux et débats** : émission littéraire

2 **Pas de quartiers...** : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance

3 **Radio libertaria** : émission de la CNT (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> mardis)

2 **Émission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3<sup>e</sup> mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu

00h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

## MERCREDI

08h00 / **La bibliothèque anarchiste** : textes anarchistes et débats d'idées

09h00 / **L'entonnir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h30 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / **Le manège** : littérature, cinéma

16h00 / **Léo 38** : reggae et autres textes historiques ou actuels sur les livres

17h00 / **Wesh t'as vu ?** : Micro-trottoirs (4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> mercredis)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent

20h30 / **Ras les murs** : actualité des luttes des prisonniers

22h30 / **Traffic** : musiques urbaines et livres propos

00h30 / **Les rendez-vous soniques** : le magazine libertaire du rock. Rendez-vous live

## JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Petites annonces d'entraide**

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance

3 **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> jeudis)

3 **Body freaks** : la radio trans, actu et débats trans (3<sup>e</sup> jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

## VENDREDI

08h00 / **Zulu for ever** : rap français des années 90

09h30 / **A las barricadas !** : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / **À partir du 29 juillet** : **Do you hack me ?** : les bidouilleurs du réel (4<sup>e</sup> vendredi)

17h30 / en alternance

3 **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro

2 **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / **L'invité du vendredi**, c'est-à-dire en alternance :

2 **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme

3 **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social

3 **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France

2 **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance

1 **Offensive...** : libertaire et sociale

1 **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance

1 **Muzar** : autour de l'art contemporain

1 **Boi d'art...** : tu traces en alternance :

3 **Nuit Léo 38** (2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis)

2 **Sure Shots** (1<sup>er</sup> vendredi)

2 **SoundRadio** (3<sup>e</sup> vendredi)

## SAMEDI

08h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philantropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance

3 **Bulles noires** : BD et polar

3 **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance

1 **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis)

2 **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2<sup>e</sup> samedi)

2 **Contre-bandes** : Cinéma (4<sup>e</sup> samedi)

21h00 / **Les nuits libertaires**, c'est-à-dire en alternance :

1 **Orpheus Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine

1 **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance

1 **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques

1 **Hôtel paradoxo** : pratique de la poésie sonore et de la performance

# RADIO LIBERTAIRE

En Ile-de-France : **89.4 MHz**

Et sur Internet, depuis

<http://r.federation-anarchiste.org>

145 rue Amelot - 75011 PARIS

Tél. : 01.48.05.34.08

Tél.studio 01 43 71 89 40

# Salon du livre libertaire

**Vendredi 11 mai**  
de 14 heures à 21 heures  
**Samedi 12 mai**  
de 10 heures à 20 heures  
**Dimanche 13 mai**  
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: [livrelibertaire2012@sfr.fr](mailto:livrelibertaire2012@sfr.fr).

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

## Jeudi 12 avril

### Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une soirée de réflexion: « Pistes pour une autre économie. Comment envisager une autre économie que le capitalisme? Quels lieux, quels outils, quels moyens? » Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact: [laruerale@no-log.org](mailto:laruerale@no-log.org)

## Vendredi 13 avril

### Paris XV<sup>e</sup>

19 heures. Soirée de solidarité pour l'un des inculpés du centre de rétention administrative organisée par le lycée autogéré de Paris (LAP).

20 heures. Projection-débat autour du film Une promenade au bois.

21 heures. Concert avec Édouard Nenez. Restauration sur place. Entrée Prix libre. 393, rue de Vaugirard. Métro Convention ou Porte-de-Versailles.

## Samedi 14 avril

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre-débat avec Jean-Philippe Crabe auteur du livre *Les anarchistes et la commune de Paris* (Editions du Temps perdu). « En quoi les anarchistes ont inspiré la Commune, comment et pourquoi ont-ils eu de l'influence pendant cette révolution, quelles traces la Commune a-t-elle laissée dans leur histoire? » À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

## Vendredi 13 avril

### Rouen (76)

20 heures. Café-libertaire sur le thème « Mieux que les élections: l'autogestion ». Entrée libre. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

### Rennes (35)

20 heures Rude Night Party, deuxième édition, avec Los Tres Puntos (ska de Paris banlieue)

Jungle Fever (punk'n'roll d'Avignon-BZH), Broken (punk reggae de Brest). Organisé par

General Strike & Skuds Prods. Au Jardin Moderne, 11, rue du Manoir de Servigné. 10 euros. Le groupe La Digne Rage (Fédération anarchiste de Rennes) y tiendra une table de presse.

## Mercredi 18 avril

### Poitiers (86)

21 heures. Soirée-débat anti-élections. Présentée par le groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste. Bar le Plan B, 30, boulevard du Grand-Cerf.

## Jeudi 19 avril

### Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Il groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra Jacques Colombat auteur de *Alexandre Jacob, le forçat intraitable* (Editions Riveneuve, février 2012). Jacques est aussi réalisateur de films. Président de l'association des amis de Georges Brassens, il faisait partie de la chorale qui a chanté *Hécatombe* le 18 juin dernier devant la préfecture de police de Paris. Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dînatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquierolles.

## Vendredi 20 avril

### Vannes (56)

19h30. Concert de soutien au Réseau éducation sans frontières. 56 avec Sons

## Du 20 au 27 avril

### Besançon (25)

Exposition « Quarante ans d'autocol-lants politiques ». Vernissage: vendredi 20 avril, à 20 heures. Visite commentée: samedi 21 avril à 11 heures et 16 heures avec Wally Rosell (militant de la Fédération anarchiste). Salle de l'ancienne Poste, 98, Grande-Rue.

Of Flaherty (celtic folk acoustik de Vannes), Bakounine (d-beat de Quintin), Heaven Sucks (metal HxCde Rennes), Broken (angry dub punk de Brest) et Murder One (HxC rural de Vannes). Entrée gratuite. Bar L'Éloge de la Lenteur, 16, rue de Chateaubriand.

## Souscription en soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publions la liste des souscripteurs du mois écoulé.

### Mars 2012

Groupe de Saône et Loire (71) : 100 euros  
M. L. Marie (22) : 20 euros  
M. B. Guillon-Mas (13) : 100 euros  
M. F. Martin (37) : 150 euros  
M. C. Pataud (92) : 1000 euros  
Fred Libert (internet) : 15 euros  
Mme E. Courties (92) : 10 euros  
M. P. Tchehovitch (29) : 30 euros  
M. S. Poncelet (21) : 30 euros  
Mme F. Cherbourg (81) : 20 euros  
Collectif Indar Beltza (64) : 40 euros  
M. O. Fayel (69) : 20 euros  
M. D. Ruf (88) : 50 euros  
M. R. Chardel (94) : 300 euros

**TOTAL : 1885 euros**

Merci! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire*! Faites connaître notre journal autour de vous! Lisez-le et faites-le lire! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste!

L'administration du *Monde libertaire*

# SOIREE ANTI-ELECTORALE DÉBAT POUR UNE ABSTENTION ACTIVE

ARGUMENTS ET PROPOSITIONS ANARCHISTES  
AVEC LE GROUPE PAVILLON NOIR - FÉDÉRATION ANARCHISTE 86



**MERCREDI 18 AVRIL 2012**

20H - BAR LE PLAN B  
30 BVD DU GRAND CERF À POITIERS

**ENTRÉE LIBRE**